

C.I.R.A.

T2137-491-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde hebdobdo **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 491

JEUDI 9 JUIN 1983

8,00 F

LE CHILI MALADE DE PINOCHET



FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Moutières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Radio-Libertaire met à votre disposition cet autocollant. Deux types d'autocollants pour une même illustration. Un autocollant voiture, qui se colle sur la vitre, de l'intérieur, vous savez comme les vignettes ! Un autocollant sur vinyl blanc qui se colle comme un autocollant normal.

Autocollant voiture : 8 F l'unité ; autocollant vinyl : 6 F l'unité. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e. Précisez bien « voiture » ou « vinyl ».

Le numéro 4 de *Sans-Etat* (mensuel du groupe Bobigny-Drancy) est paru. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F.

Le groupe de Rouen vient d'éditer un journal bilingue (franco-arabe) : *El Hora*, destiné à toucher plus particulièrement les travailleurs immigrés. Au sommaire du numéro 1 : Citroën-Renault, les sans-papiers, la révolte berbère, la Palestine, infos internationales, la carte de séjour. Prix : 5 F le numéro ; 4 F le numéro par dix exemplaires ; 3 F le numéro par cinquante exemplaires. Abonnement : 20 F par an (quatre numéros) ; abonnement de soutien : 50 F.

« Volonté anarchiste » n° 22 est paru

Le groupe Fresnes-Antony de la FA vient d'éditer le numéro 22 de sa collection de brochures *Volonté anarchiste : Le Mouvement mutualiste*.

Dans cette brochure, notre compagnon André Devriendt, secrétaire de la Mutuelle de la presse et du livre, nous donne un aperçu des différents institutions que se sont donnés les hommes pour s'entraider.

Vous pouvez vous abonner à *Volonté anarchiste* en écrivant à : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F. Adresser les chèques au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.



T-shirt édité par le groupe Varlin, en vente à la librairie du Monde libertaire : 60 F. Pour les commandes groupées (plus de cinq exemplaires : 40 F l'unité), s'adresser au groupe Varlin, 145, rue Amelot, Paris-11^e. Trois tailles, plusieurs couleurs (mauve, noir, bleu, marron, orange).

COMMUNIQUÉS

• Les groupes de Moulins, Clermont-Ferrand et du Puy organiseront courant juin, à Vichy, une réunion visant à développer la présence libertaire dans cette région. Les lecteurs du ML et sympathisants de la FA de l'Auvergne sont invités à prendre contact avec les RI si cette initiative les intéresse.

• Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Pour engager un combat quotidien. Afin d'instaurer les fondements de notre organisation à Nice. Si le fédéralisme et la lutte contre l'Etat sont tes projets, n'hésite pas à prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Un groupe est en formation à Gray (70 - Haute-Saône). Les libertaires de la région intéressés pour travailler avec lui peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Toute personne intéressée par les idées libertaires dans la région de Sète (Hérault) peuvent contacter la liaison FA à sa table de presse tous les dimanches matin, au marché aux puces de Sète ou à l'adresse suivante : CES, BP 51, 34201 Sète cedex.

• Le groupe de Houilles/Sartrouville reprend ses activités. Une vente du *Monde libertaire* est désormais assurée chaque samedi sur le marché de Houilles, de 10 h 30 à 12 h, et chaque dimanche sur le marché de Sartrouville de 10 h 30 à 12 h. Principales activités en ce moment : défense de Radio-Libertaire et lutte contre l'accord Henu/Savary.

• Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise une réunion d'information sur le protocole d'accord Henu/Savary, le 25 juin 83, à 20 h 30, salle de la MJC d'Orsay, av. Saint-Laurent, 91 Orsay.

• Une liaison est en formation à Corbeil-Essonnes. Pour tout contact, écrire aux RI ou venir aux prochaines permanences de la liaison qui se tiendront les samedis 25 juin et 2 juillet, de 15 h à 16 h, au 6, rue du Barillet, à Corbeil.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

PARIS

Le groupe Louise-Michel tiendra sa fête annuelle le samedi 18 juin, de 14 à 20 h, place des Abbesses : stands, buffet, expos, chansons, musique, jeux...

TOULON

Le groupe Région toulonnaise (83) organise une fête le samedi 25 juin sur le terrain de l'université de Toulon (Lagarde). Au programme : musique, théâtre, chansons, jazz, stands, buvette, repas, expos... Le programme complet paraîtra prochainement.

ROUEN

Le groupe de Rouen de la FA organise deux réunions-débats sur la « révolution autogestionnaire », avec en support le montage-diapos : *Espagne 36* :
- le 14 juin, à 20 h 30, à la Maison des syndicats, à Elbeuf ;
- le 17 juin, à 20 h 30, à la Halle aux Toiles, à Rouen.

BONDY

Le Cercle d'études libertaires et le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organisent un gala le 16 juin, à 20 h 30, sous le chapiteau du stade Léo Lagrange de Bondy, avec Louis Capart, Alain Aurenche et Jean Guidoni. Le prix des places (en vente à la librairie du Monde libertaire) est de 40 F et de 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire. Ce gala s'inscrit dans le cadre de la fête des associations de Bondy où le groupe tiendra un stand. Venez nous contacter et vous informer sur nos activités lors de cette semaine.

BREST

Le groupe « Les Temps nouveaux » de Brest organise un gala de soutien au *Monde libertaire*, le samedi 18 juin 1983, salle Stella, quartier de Lambézellac. Avec expositions, montages audiovisuels, débats, tables de presse, spectacles ; animation théâtrale pendant la journée avec la pièce *Un ouvrage de dames*.

• A 14 h :

- expositions : la presse libertaire au début du siècle, la Commune de Paris (expos permanentes, hall d'entrée Stella) ;
- débats : *Militarisation de la société, Doctrine sociale de l'Eglise, Liberté d'édition et d'expression, Propositions anarchistes* (salle des arts plastiques) ;
- film : *Mourir à Madrid* ;
- montages audiovisuels : *Espagne 1936, Anarchisme*.

• A 18 h 30 : début du spectacle :

- Catherine Gaby : *Paroles 2 femmes*. Voix tues, battues, mâtées, domestiquées des femmes-révoltes sur des textes et poèmes de M. Duras, M. Louyer, A. Vannier, L. Labbé, H. Dallas et de Catherine Gaby ;
- Yvon Barbeau : un poète, un diseur, un cracheur de vérité, un « dégueuleur » de fantasmes ? Ni tout à fait cela ni le contraire. Un écroché vif par le mot ; la vie, la violence des êtres, le sang, la difficulté d'être... Une tempête dans un verre ;
- Gérard Delahaye : feu-follet, saltimbanque, funambule, farfadet, un chanteur de chansons à images... Gérard Delahaye a ensorcelé sa guitare pour un monde magique où la révolte se fait tendre et le rire révélateur.
Fin du gala à 24 h.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

Abonnez vous !

TARIF

	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805-34-08

Abonnement de soutien : 350 F

Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

• Le Centre de documentation anarchiste Max Nettlau organise des exposés-débats au 15, rue Gracieuse, Paris-5^e (m^o Monge) : le 10 juin : *Les Anarchistes et le Tiers-Monde* ; le 17 juin : *Argentine, Uruguay : du terrorisme d'Etat à la situation actuelle*. Les exposés auront lieu entre 19 h et 21 h.

• Un collectif contre le protocole d'accord Hernu/Savary s'est créé à Evreux et sa région. Pour le contacter : Martin Lionel, Le Boulay-Morin, 27930, tél. : 34.74.62 ou 33.13.78.

• Un comité de soutien à Philippe Tempez s'est créé dans le but de le soutenir. En effet, Philippe est déserteur pour s'être présenté à l'hôpital Laennec pour prendre son paquetage sans se rendre à son affectation. Philippe refuse de s'y rendre, car l'objection de conscience est toujours pénalisée par rapport au service militaire, et ensuite parce que le service des objecteurs conserve un caractère paramilitaire. Comité de soutien à P. Tempez : c/o Pascal Pezzoli, 2, rue de Paris, 62000 Arras.

• Au Théâtre de recherche de Marseille se joue jusqu'au 20 juin une pièce intitulée : *Louise, Emma, rencontre fiction*. Que se seraient dit Louise Michel et Emma Goldman aujourd'hui ? Cette pièce se joue à l'Espace Massalia, 60, rue de Grignan, 13001 Marseille, tél. : 33.70.89.

• L'ALP-Colmar vient d'éditer un autocollant sur la non-violence représentant un hérisson accompagné de ce court texte : *Je suis pour la non-violence*. A commander au 49, rue Charles-de-Gaulle, 68630 Benwihr. Cinquante autocollants : 170 F ; l'unité : 3,40 F.

• Une exposition de peinture de Sarah a lieu à la librairie associative l'En dehors, 46, rue du Mirail à Bordeaux. Sarah (Elizabeth Courties).

• A la fête LCR-LO des 21, 22 et 23 mai s'est tenu un forum sur le thème : *Police, justice, liberté*. Après avoir abordé les problèmes de « virages sécuritaires » du PS, ont été évoqués les rôles de la police et de la justice dans une société « socialiste », et la nécessité d'organiser des « syndicats » de policiers puissants et démocratiques. La LCR préparerait-elle la future tchéka ?...

• Le bulletin du SAT (Syndicat autogestionnaire des travailleurs) des centres de tri PTT du Rhône a publié dans son numéro d'avril 83 le tract dénonçant le protocole d'accord Hernu/Savary, le complétant par une petite étude sur l'austérité, mettant en parallèle les efforts imposés aux travailleurs et le coût des babioles en tous genres de nos chers militaires (ex. : un bombardier équipé égale 75 hôpitaux de cent lits).

Une semaine de plus pour le combat de Radio-Libertaire

• Fnac-Forum : le 30 mai et le 1^{er} juin, des animateurs de Radio-Libertaire sont intervenus dans le cadre du colloque *Radios 2 000* organisé par la Fnac. Ils ont pu vérifier à cette occasion que les personnes présentes étaient toutes informées et sensibilisées par l'interdiction de Radio-Libertaire.

• Radios libres : les 1^{er} et 3 juin, interventions pendant une heure sur Radio-Solidarność et Fréquence Gaie.

• International : envoi d'une circulaire à deux cents compagnons espérantistes à l'étranger pour qu'ils se joignent à la campagne de soutien

COMMUNIQUÉ

CONSIDÉRANT que le choix des radios libres élaboré par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour la région parisienne est arbitraire, les stations soussignées, autorisées ou non, décident de continuer à émettre sur la fréquence qu'elles occupent actuellement et ne se substitueront pas aux pouvoirs publics pour faire respecter la loi (brouillage, procès, etc.).

Se sont déclarées d'accord (par ordre alphabétique) : Radio Amplitude FFI, Radio Esperanto, RFM, Radio Gilda, Radio Ivre, Radio La voix du lézard, Radio-Libertaire, Radio-Libertaria, Radio-Liberté, Radio Lumière 101, Radio Nova, Radio NRJ, Radio Solidarité.

Toute station qui approuve ce texte peut l'indiquer en téléphonant au numéro suivant : 805.34.08.

Manifestation spontanée des lycéens au Puy

VENDREDI 27 mai, le couperet tombe ! L'inspection académique de la Haute-Loire annonce le licenciement avec, pour certains, effet immédiat de 120 maîtres-auxiliaires et surveillants intervenant dans les établissements du Puy et de la Haute-Loire.

Devant cette décision unilatérale, les professeurs ont arrêté le travail dès le vendredi après-midi. Les lycéens (ce qui ne se voit pas tous les jours au Puy) ont immédiatement organisé une manifestation de protestation dans les rues du Puy.

Alors que le gouvernement, aux dépens de l'enseignement laïc, fait de larges concessions à l'école privée, alors que ce même gouvernement est le promoteur d'une symbiose armée/école, nous assistons à un bradage de l'enseignement pour de prétendues économies.

Le budget consacré à l'armée s'accroît de manière démentielle. Par le biais de l'accord Hernu/Savary, nous assistons à l'embrigadement de la jeunesse et à une plus grande militarisation de notre société. En France, l'armée a priorité sur l'école. Si on parle de licenciement d'enseignants, jamais nous

n'avons entendu parler de suppression d'« emplois » militaires.

Les anarchistes du Puy et de la Haute-Loire ont participé activement avec la Libre Pensée à l'organisation d'une réunion publique qui s'est tenue le lendemain de la manifestation (samedi 28 mai) à la Bourse du travail du Puy. Les thèmes de la réunion ont été : l'abrogation de l'accord Hernu/Savary ; la militarisation et ses dangers sous tous ses aspects.

Devant un public de jeunes lycéens, les anarchistes ont rappelé une fois de plus leurs positions vis-à-vis de l'institution militaire et développé un bref historique du mouvement antimilitariste en France. Le public a pu ainsi prendre conscience du rôle important joué par les libertaires dans la contestation de tout système militaire, béquille de l'Etat et des pouvoirs politiques.

Après cette réunion, de prochaines rencontres ont été prévues.

Mettant fin à un long silence, les anarchistes font entendre leur voix au Puy et en Haute-Loire, bastions de la droite politique et de la clique cléricale.

Liaison du Puy



Communiqué de presse

L'UNION pacifiste de France dénonce la décision de la Haute Autorité de l'audiovisuel de ne pas accorder de dérogation à Radio-Libertaire.

Le considérable travail entrepris par la prise de conscience de l'opinion publique de l'importance du courant antiautoritaire devait sûrement constituer une grave interpellation pour une « haute autorité ».

Nous tenons à crier notre indignation avec la « voix sans maître » et à lui apporter notre soutien afin qu'elle ne se taise pas.

Union pacifiste de France

Editorial

LES subtilités de la « crise » qui agite ces jours-ci le borbier politique ne nous intéressent pas. On ne tient pas à élucider le poids respectif des courants et sous-courants dans le Parti socialiste. On se moque de savoir si le Parti communiste quittera le gouvernement demain matin ou dans trois mois. On ignore qui de Jospin, Chevènement, Rocard ou Mauroy sortira vainqueur du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse...

Mais ce qui nous importe, c'est qu'après deux ans d'une politique que tous ensemble ils ont mis en œuvre, socialistes et communistes ne sont, aujourd'hui, même plus capables de l'assumer.

Deux ans au cours desquels ils ont mis en place un dispositif propre à sauver le système capitaliste d'une « crise » qu'il a lui-même provoquée ; deux ans au cours desquels on a amusé la galerie avec des gadgets et des discours ; mais deux ans qui débouchent concrètement sur les cadeaux offerts aux entreprises, la militarisation croissante de la société et... l'interdiction de Radio-Libertaire !

Alors rien d'étonnant à ce que des petits malins, leurs basses besognes menées à leur terme et s'étant enivrés à l'exercice du pouvoir, veuillent maintenant s'en laver les mains et s'essaient à jouer les vierges effarouchées, l'œil fixé sur la ligne bleue des prochaines échéances électorales...

Mais laissons ces professionnels de la gesticulation à leurs pitreries. Le vrai problème aujourd'hui est de savoir s'il existe encore assez de ressort parmi les exploités pour se libérer de l'électorisme moutonnier et de la gestion bureaucratique des faux problèmes par des directions politiques et syndicales associées à la gestion du système.

Le vrai problème, en cette triste époque qui voit les patrons défilier le 1^{er} Mai et les flics d'extrême droite tenir le haut du pavé, c'est de savoir si nous aurons la force et la volonté de souffler sur les cendres du grand absent, ce mouvement ouvrier que tous voudraient évacuer.

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Editorial
Manifestation des lycéens au Puy
Mobilisation à Aubenas contre le protocole Hernu/Savary
PAGE 4
Pour la peau d'un flic
DOM-TOM : la violence s'étend
PMU en grève
Le gendarme à l'Élysée
PAGE 5
SGEN-CFDT : bilan d'un congrès
CFDT : chômage et bonne conscience

PAGE 6
Réforme universitaire...
Dioxine (suite et fin)
PAGE 7
Histoire du mouvement syndical agricole en France
PAGE 8 et 9
Chili
PAGE 10
Archives
« Roméo et Juliette »
PAGE 11
Radio-Libertaire, notes de lecture
PAGE 12
Williamsburg
Les grandes tribulations du PS

Mobilisation générale à Aubenas contre le protocole Hernu/Savary

JEUDI 19 mai à Aubenas, la Fédération ardéchoise de la Libre Pensée et le groupe anarchiste d'Aubenas organisaient une réunion publique d'information concernant le protocole d'accord Hernu/Savary. Cette réunion fut un réel succès car, d'une part, l'assistance composée essentiellement d'enseignants, de lycéens et de parents d'élèves fut nombreuse (une cinquantaine de personnes — chiffre important pour une ville comme Aubenas), et d'autre part, des actions futures sont déjà envisagées et un plan de travail rassemblant d'autres personnes concernées va être mis en place.

La réunion débuta par une présentation du contenu du protocole, présentation faite d'abord par le groupe anarchiste d'Aubenas, puis par la Libre Pensée. Ensuite, un débat riche et animé s'instaura ; il fut surtout instructif car beaucoup de personnes présentes dans la salle de réunion ne connaissaient pas cet accord passé entre les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale. Il s'avéra donc qu'il fallait surtout, et dès à

présent, informer. Pour aboutir à l'abrogation du protocole, la priorité est donc donnée à l'information. Bien entendu, les participants se trouvèrent tous d'accord pour affirmer qu'informer n'est pas suffisant et qu'il s'agit aussi de donner une suite par l'action de tous les concernés et à tous les niveaux.

A Aubenas, comme partout en France, à l'initiative des libres penseurs et des anarchistes, se constitue une farouche opposition qui s'efforce de mettre tout en œuvre pour amplifier la lutte. Notre refus de la militarisation doit toutefois s'inscrire dans un processus de lutte globale contre le système capitaliste. Nous ne pouvons donc pas séparer la lutte antimilitariste et pour une éducation libertaire des autres combats visant à supprimer l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme. L'Etat et ses institutions, le capital et tous les dogmes doivent donc disparaître pour laisser la place à l'anarchie, à une société d'hommes libres et égaux.

Groupe anarchiste d'Aubenas

A la petite semaine

POUR LA PEAU
D'UN FLIC

Il faut savoir à ses adversaires reconnaître, quand ils se produisent, d'éventuels glissements de conduite, c'est-à-dire une attitude juste et honorable, dont la rareté même ne la rend que plus estimable. Ainsi donc, la presse, inique objet de notre ressentiment, titre enfin, et à la une, des accidents du travail. Bravo, et encore merci ! Ne soyons pas mesquins, et peu importe au fond qu'il s'agisse de policiers abattus... ou encore qu'il y soit accordé bien plus de place qu'à la bavure « à l'endroit » (et — rappelons-le tout de même — beaucoup plus fréquente), quand la victime est arabe, loubard, jeune ou simplement noctambule. On se demande d'ailleurs pourquoi les flingueurs se planquent. Forts d'une vieille expérience en la matière, ils devraient être assurés d'un non-lieu.

HARO

D.O.M.-T.O.M. :
LA VIOLENCE S'ÉTEND

Dans la nuit du 28 au 29 mai, dix-sept attentats revendiqués par une « Alliance révolutionnaire caraïbe » ont brutalement rompu en Martinique, Guadeloupe, Guyane, ainsi qu'à Paris, le silencieux mur d'hypocrisie qui entoure les colonies d'Outre-mer rebaptisées Départements. Après la Nouvelle-Calédonie, est-ce au tour des DOM de proclamer la fin de l'« état de grâce » qui s'était prolongé jusqu'à ces derniers mois ?

La crise du colonialisme ne s'exprime plus à présent dans le seule Nouvelle-Calédonie (voir ML des 26 mai et 2 juin), mais s'étend aux DOM. Ce nouvel échelon franchi dans la confrontation entre Etat français et peuples colonisés est significatif des déceptions éprouvées dans certains milieux indépendantistes après deux ans de gouvernement socialo-communiste et malgré l'arrivée massive des élus de gauche dans les conseils régionaux des DOM à la suite des élections de février dernier.

Si les plastiquages ne sont que le fait de groupes spécifiques peu représentatifs des populations concernées, ils expriment néanmoins une réelle perte d'illusion sur les intentions du gouvernement de gauche qui, tout comme il gère le capitalisme sur le territoire métropolitain, gère ses colonies à l'extérieur dans une digne succession de ses prédécesseurs de droite. Ni les réformes sur les modes de scrutin et les nouvelles prérogatives attribuées aux conseils régionaux des DOM (voir ML du 16 et 23 décembre 82), ni les projets de réforme des statuts des TOM ne sont en mesure de résoudre ce qui reste le seul vrai problème : la domination de type colonial

qu'entretient l'Etat français sur ces territoires et leurs populations. Les replâtrages par la voie législative n'offrent aucune autre perspective que celle de réactualiser les formes de l'exploitation pour mieux les perpétuer.

Anarchistes, nous affirmons néanmoins que la liberté ne passe pas par des activités avant-gardistes de plastiquages, mais par la prise en main par les populations elles-mêmes de leurs luttes et de leur coordination. En Nouvelle-Calédonie comme aux Caraïbes, les peuples doivent se garder des futures juntes dont on connaît la hâte à user des institutions coloniales pour établir leur propre domination.

Si la lutte contre le colonialisme français et l'espoir dans la disparition du mépris et de l'exploitation sont formulés dans un communiqué transmis à la presse par cette fameuse « Alliance révolutionnaire », d'autres passages sont édifiants : « L'ACR... invite tous les patriotes à cette noble tâche qui est l'édification de nos patries respectives... La répression s'abattra demain aveuglément sur des personnes qui aujourd'hui ne se sentent pas concernées... ». Sans commentaire !

Bernard Rousselot

P.M.U. EN GRÈVE

DEPUIS deux ans, la CFDT et la CGT du PMU et du PMM se battent contre la direction sur le problème du statut des « dimanchiers » (ETP). La direction considère les ETP comme des « vacataires occasionnels », terme inexistant dans les textes officiels. Les ETP ont décidé d'entamer une série d'actions pour se faire entendre : débrayage de deux heures le 15 mai dernier, suivi d'un second le 22. Devant le mutisme de la direction, le mouvement se durcit. Le 29 mai, la grève dure toute la journée. Les ETP tentent de bloquer les sacoches du PMU contenant les tickets d'une partie de la région parisienne. Ils vont au 2^e centre de Paris pour mobiliser les autres ETP, mais c'est un échec dû aux pressions des chefs de centre. Ils décident finalement de se rendre au siège social du PMU, rue de la Boétie. La direction s'enferme et fait bloquer toutes les issues. Après concertation, les travailleurs se dispersent.

Notons l'attitude scandaleuse des patrons qui fuient leurs res-

pensabilités devant la colère des salariés.

A Rouen, les ETP s'emparent des sacoches du PMU. Le directeur de l'agence appelle les flics. Après discussion et vote, la grève est reconduite. La direction fait alors appel au préfet pour récupérer ses sacoches. Vers 19 h 15, la police évacue les grévistes. Le PMU perd 40 millions dont 30% pour l'Etat. Malgré cela, la direction continue à refuser toute négociation.

A Paris, le 30 mai, nouvelle délégation au siège social. Une plate-forme revendicative est déposée :

- statut des ETP (incorporation des ETP dans la convention collective) ;
- indemnités en vue d'un licenciement fin 85 à cause de la mécanisation du PMU ;
- attribution de primes d'ancienneté ;
- parité de salaire avec les titulaires.

Le secrétaire-adjoint se retire pour prévenir les directeurs des cinq sociétés de courses. Il en profite pour se défilier.

Le 31, les ETP et les délégués

syndicaux CGT et CFDT débarquent chez un des directeurs des cinq sociétés de courses. Ils présentent leurs revendications et réclament la négociation le jour-même. Le directeur téléphone à ses « collègues » qui refusent catégoriquement. Les ETP veulent alors occuper les bureaux... Les flics arrivent très vite. Provocations, menaces..., les ETP sont évacués par une quarantaine de policiers.

Combien de temps va durer cette situation de blocage systématique et de non-reconnaissance des syndicats par la direction du PMU ? Combien de temps la direction va-t-elle fermer les yeux sur les deux mille salariés qui risquent d'être licenciés fin 85 ? Jusqu'à quand les ETP vont-ils être considérés comme des non-employés (malgré les revenus qu'ils déclarent) ? Que fait le gouvernement de gauche alors que l'Etat est intéressé à 30% dans le PMU ? La lutte continue. Y'en a marre !

Les grévistes du PMU-PMM en colère

Le gendarme à l'Elysée

F RANÇOIS 1^{er} n'a pas confiance en la police. Nous non plus. Mais l'amour fou qu'il porte aux gendarmes d'élite du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) a de quoi inquiéter. Les centurions du président se sont rendus célèbres en peu de temps par leurs bavures magistrales qui, on ne sait par quel miracle, n'ont encore tué personne. Qu'on en juge : récemment, convaincus d'avoir découvert un nid de poseurs de bombes dans un cent e de désintoxication pour drogués, dans le Gers, les « super-gendarmes » ont donné l'assaut avec hélicoptères, mitrillettes et tout le bazar... C'était une « erreur »... Peu après, ils bloquent un Boeing à Roissy, persuadés qu'un terroriste est à bord... Encore une « erreur ».

On se souvient également de la fusillade évitée d'un cheveu à Villeurbanne, où des hommes du GIGN « en mission spéciale » ont failli s'entretuer avec leurs collègues de la police qui les avaient pris pour des gangsters (on se demande pourquoi ?). Enfin, la scandaleuse affaire des trois militants irlandais de Vincennes, arrêtés par le GIGN et présentés comme de dangereux « terroristes internationaux », alors que l'appartement où ils vivaient était loué à leurs noms et que tous trois ne se cachaient absolument pas.

L'Elysée promet des sanctions contre les gendarmes responsables depuis que les avocats des Irlandais ont réclamé l'ouverture d'une enquête parlementaire. A suivre de très près.

Il semblerait que les hommes du commandant Prouteau soient devenus fort encombrants pour Mitterrand... La gendarmerie a toujours conservé une image de marque sécurisante de gardienne des institutions républicaines, et l'arrivée avec tambours et trompettes des durs du GIGN dans la lutte antiterroriste, en août 82, avait de quoi rassurer les braves gens... Mais leurs bourdes à répétition risquent de les rendre totalement impopulaires. Tant mieux !

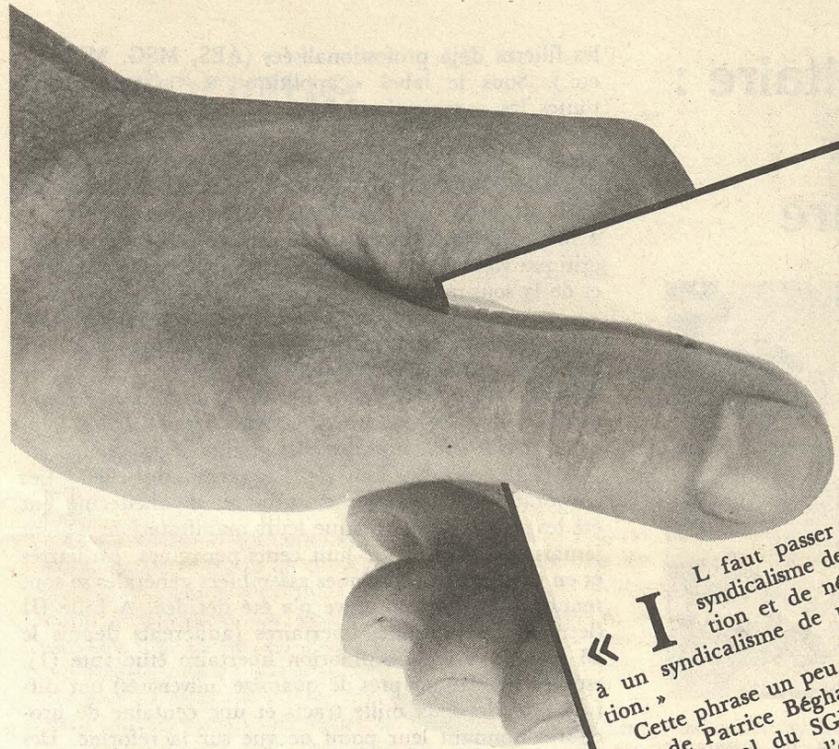
L'arrivée des « super-gendarmes » dans le sillage de Mitterrand est tout de même la preuve que le « changement » dans l'appareil policier s'est lamentablement planté, et qu'un flic reste un flic, que cela plaise aux socialistes ou non. La police est totalement hostile au pouvoir de « gauche » et Gaston a vite remballé son drapeau rose pour continuer dans la lignée de ses prédécesseurs. Mitterrand a cru que les troupes d'élite étaient plus fiables... Il suffit de voir avec quelle avidité les hommes du GIGN farfouillent dans les fichiers de militants politiques, au nom de la lutte contre le terrorisme, pour comprendre le danger...

Giscard bichonnait ses parachutistes ; Mitterrand cajole ses gendarmes de choc... Y a-t-il encore des gogos pour chanter : « On a gagné, on a gagné » ?

Gil (groupe Libertad)

Post-scriptum : pour mémoire, le numéro 2 du GIGN, le capitaine Barril, a récemment été mouillé jusqu'au cou dans une affaire de trafic d'armes lié à l'attentat de Bologne.





C.F.D.T. : chômage et bonne conscience

RECONNAISSONS-LEUR ce mérite, les dirigeants de la CFDT se posent des questions au sujet des deux millions de chômeurs que compte actuellement la France. Ils en tirent d'ailleurs une fierté certaine. Ainsi, Jean Kaspar, secrétaire national, a-t-il déclaré : « la CGT et FO donnent la priorité au maintien, voire à la progression du pouvoir d'achat par rapport à l'emploi. C'est vraiment une vision à court terme... » (1).

Vers les nouvelles solidarités...

Dans un texte très « mairiste », un syndicat affirme : « nier la crise, refuser d'établir des priorités, n'est-ce pas semer des illusions pour demain et préparer un Etat policier ? » (2).

Et c'est là que ça dérape. Toutes les propositions confédérales constituent en fait une sorte de chantage qui vise à culpabiliser les « privilégiés » — lisez « les heureux exploités qui travaillent ».

On l'a compris, ce sera donc aux salariés, et à eux seuls, de se serrer la ceinture pour résorber le chômage en « partageant le travail ». La logique veut donc que pour éviter le pire, ils ne reculent devant aucun sacrifice. Mais dans cet ultimatum aux lendemains qui pleurent, la confédération est des plus mal placées pour donner des leçons de solidarité (nouvelle ou autre) avec les chômeurs. Jamais la défense des sans-emplois n'est entrée dans son champ d'action : les rares initiatives pour organiser et défendre les chômeurs (sous forme de simples comités locaux) sont bien vite retombées au milieu de la méfiance et de la passivité confédérale. De plus, c'est avec l'apathie la plus totale que les cadres syndicaux ont appris les mesures draconiennes du gouvernement concernant l'indemnisation des chômeurs. Et personne ne semble s'être demandé où sont passés ces fameux 1% soutirés du porte-monnaie des fonctionnaires (mais qui ont épargné les professions libérales !), ni trouver scandaleux que Delors envisage de supprimer 40 000 postes de fonctionnaires.

Changer les mentalités ?

La CFDT, pas plus qu'aucune autre organisation, ne pose le problème de fond : les salariés sont-ils responsables de cette crise ? Est-ce à eux de payer les dégâts ? Plutôt que de prendre le problème à la racine — l'organisation de la société productiviste et de profit —, les dirigeants syndicaux ont compris que le chômage constitue l'alibi rêvé pour reprendre en main la classe ouvrière et l'intéresser à sa propre exploitation. C'est la seule concession que le folklore cédétiste fasse à l'autogestion : « On ne peut oublier

SGEN-CFDT : BILAN D'UN CONGRÈS

phiques sur l'école, sans objectifs précis.

Les syndicats traditionnels ont bien tenté un tir de barrage contre la nouvelle politique suivie par la direction. Vifs échanges qui devaient conduire les oppositionnels, trotskistes et libertaires, à qualifier publiquement la politique des responsables nationaux de cogestionnaire et de gestionnaire de la crise. C'est en effet le moins qui pouvait être dit.

Force est pourtant de constater qu'une telle analyse des stratégies fédérales et confédérales ne franchit pas encore le cap de la majorité, loin s'en faut (un peu plus de 30% des mandats) même si, par le biais des nouvelles structures de fédéralisation, l'opposition fait son entrée au Conseil fédéral avec trois sièges qui composent ce conseil. Pas de problème néanmoins pour Michel Vergnolle, le nouveau secrétaire général.

Les vives critiques émises dans les contributions préalable ou durant le congrès n'auront donc pas permis, par-delà même les magouilles de la direction pour écarter certains délégués de l'opposition, de renverser la vapeur.

Le SGEN est bel et bien engagé sur les rails de la proposition constructive et de la lune de miel avec l'équipe Savary. Le fait même de l'impossibilité, par les nouvelles

structures, de présenter une équipe alternative avec son propre rapport d'orientation, comme ce fut le cas au congrès d'Andernos en 1980, a renforcé cette difficulté de présenter une alternative crédible à travers une simple bataille d'amendements.

Enfin, les critiques, souvent émises par l'opposition vis-à-vis d'une direction qui refuse d'impulser les luttes, n'ont pas réellement porté, partiellement en raison de son argumentation plutôt centraliste. La direction se devait certes d'être le relais des luttes engagées ici ou là, notamment sur l'inspection, mais c'est quand même aux sections de base, aux syndicats départementaux que revient l'initiative des luttes.

Donc, un congrès important car il nous montre que la bataille que nous, anarchosyndicalistes, devons engager au sein des confédérations, contre les politiques de collaboration et d'intégration des états-majors syndicaux, est loin d'être gagnée. Pas d'illusions à se faire, donc, la prise de conscience des syndiqués est loin d'être effective et la grogne que l'on note ici ou là ne se concrétise toujours pas en opposition aux bureaucraties syndicales.

Il est temps que les anarchosyndicalistes passent d'une politique d'opposition à l'élaboration de propositions sérieuses capables de rassembler les « déçus du réformisme ».

Patrick
(groupe d'Angers)

que la compétitivité des entreprises ne dépend pas seulement aujourd'hui des choix technologiques ou de la politique commerciale, mais aussi de l'intervention des salariés dans l'organisation du travail » (3).

Il semble que les penseurs de la rue Montholon se soient lancés dans une course à l'intégration, rêvant de voir les syndicats français jouer le même rôle de gestionnaires de l'économie d'exploitation que leurs collègues allemands. C'est ainsi que l'on abandonne la défense des salariés pour un langage « responsable » et « majeur ».

Hélas, la naïveté des dirigeants de la deuxième gauche n'a d'égalé que celle du gouvernement et, tout piteux qu'on ne les prenne pas au sérieux, ils s'étonnent que « le patronat refuse de discuter vraiment entre producteurs (!) des politiques industrielles, des investissements » (4) et que « le choix politique du patronat ne facilite pas la discussion » (3). Et dire que les patrons sont trop bêtes pour comprendre que les syndicats ne veulent que leur bien !

Mais les dirigeants syndicaux « solidaires » sont tenaces et il n'est pas surprenant de constater que la CFDT relance son discours anti-chômage au moment où Delors laisse tomber les sans-emplois pour voler au secours des patrons. A défaut de se substituer à l'Etat, l'autogestion à la sauce CFDT a le mérite de voler au secours du gouvernement de gauche !

Pour des chômeurs actifs

Pourtant, les solutions existent, sans attendre le « grand soir ». Mais elles passent par la mobilisation et l'organisation de tous, salariés et chômeurs, producteurs et consommateurs, par la fédération de SCOP ou de coopératives autogérées par exemple, qui éduquent et appliquent effectivement les bases de l'autogestion. Par l'application immédiate de nos revendications sous contrôle des syndiqués, sans attendre une loi inapplicable ou une « obligation de négocier » sans mobilisation.

Mais les dirigeants confédéraux ont-ils conscience que les syndicats peuvent avoir une importance considérable dans le champ social ? S'ils remplissent leur rôle, bien sûr, qui est, entre autres, de regrouper les travailleurs sur la base de leurs intérêts et de les défendre. Mais nos dirigeants confédéraux confondent socialisme et étatismisme, et prétendent connaître des solutions à la crise...

J.-P. Ledu

(1) Jean Kaspar, CFDT Magazine, mai 83.

(2) Inter-Action, mars-avril 83.

(3) Jean Kaspar, CFDT Magazine, mai 83.

(4) Jacques Chérèque, CFDT Magazine, mai 83.



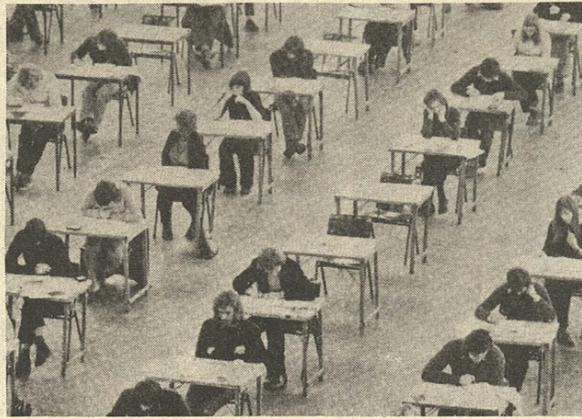
Le projet de loi sur l'enseignement supérieur a été présenté le 24 mai 1983 devant le Parlement. D'ores et déjà nous savons que ce texte de soixante-huit articles ne pourra pas être adopté à cette session de printemps par l'Assemblée nationale. Cela n'est pas dû à un renvoi à la session d'automne — comme le demande la Coordination nationale enseignants-étudiants (UNI, CELF, Cercles universitaires et Syndicats autonomes d'enseignants) — mais au fait que la droite parlementaire a déposé plus de mille amendements au texte initial. Rappelons à cette occasion quelles sont ses grandes orientations :

- 1) démocratisation croissante de l'université, c'est-à-dire accroissement du nombre des étudiants. Notons que cet objectif est louable ; il ne s'agit toutefois pas d'un acte de philanthropie puisqu'il est bien connu qu'un chômeur a un coût social bien plus élevé qu'un étudiant (environ 80 000 F contre 8 000 à 12 000 F) ;

- 2) enseignement davantage axé sur les stages et la professionnalisation en premier cycle, et les unités de Formation et Recherche (remplaçant les UER) prépareront à un DEUG davantage pluridisciplinaire. Notons ici que l'obligation éventuelle de faire des stages, en l'absence d'un réel contrôle étudiant indépendant de l'Etat et des partis politiques, revient à ajouter l'exploitation que connaissent déjà les élèves de LEP ou de CPA au bourrage de crâne et à l'autoritarisme des enseignants et de l'administration ;

- 3) présence de personnes extérieures à l'enseignement (patrons d'entreprises publiques ou privées notamment) dans les jurys ou les conseils et, d'une façon plus générale, influence plus grande des syndicats enseignants, de l'Etat et du patronat, tandis que la représentation étudiante diminue ;

Réforme universitaire : le borbier parlementaire



- 4) mise en place de concours ou de *numerus clausus* entre le premier et le second cycle.

La contestation de cette réforme n'agite, semble-t-il, qu'une minorité d'étudiants au sein de l'université, tandis qu'une majorité d'enseignants et d'étudiants de médecine, pharmacie et dentaire occupaient la rue. En fait, les choses sont différentes ; la Coordination contre le projet Savary a ses bastions en droit et dans

les filières déjà professionnalisées (AES, MSG, MIAGE, etc.). Sous le label « apolitique », on retrouve là toutes les organisations de droite et d'extrême droite. Le procès de la réforme est purement politique ; la sélection et l'élitisme, ils sont pour ! Dans l'autre camp, on trouve l'UNEF ID et le PSA-CFDT animant les états-généraux des étudiants (réunion à Tolbiac le 4 mai : 57 universités représentées). Leur position est critique vis-à-vis de la sélection (art. 13 de la réforme) et de la sous-représentation des organisations étudiantes ; « nous voulons construire un réel mouvement étudiant et ne pas rompre le fil de la discussion avec les pouvoirs publics » (*Etudiants de France* n° 26 de l'UNEF ID). L'UNEF-Renouveau (communiste) défend quant à elle la réforme, avec la bénédiction du SNE Sup, de la CFDT, etc., bref des enseignants de gauche.

A Lille, on est loin de l'agitation de 1980. Les corporations d'étudiants de droit et de médecine ont été les plus actives, quoique leurs manifestations n'aient jamais dépassé plus de huit cents personnes. En lettres et en science éco., quelques assemblées générales se sont tenues, mais aucune grève n'a été décidée. A Lille III (lettres), les militants libertaires (adhérents depuis le 23 mai 83 à la Coordination libertaire étudiante (1), estimée représenter près de quatorze universités) ont diffusé près de deux mille tracts et une centaine de brochures donnant leur point de vue sur la réforme. Des contacts existent sur des points précis (sélection, stages) avec l'UNEF ID et les alternatifs ; la CLE insiste sur la nécessaire convergence des luttes contre la réforme Savary et le protocole d'accord Henu/Savary.

Groupe Benoît Brouthoux de Lille

(1) Coordination libertaire étudiante : 23 bis, rue de Fontenoy, 59000 Lille.

DIOXINE (suite et fin)



Ainsi donc, les fûts de dioxine, dont nous parlions dans un précédent *Monde libertaire*, ont été retrouvés, cachés au fond d'une baraque d'un petit village.

B. Paringaux, responsable du transport et donc de la planque des fûts, a pu retrouver la liberté, après avoir révélé à la justice française l'emplacement des quarante-et-un fûts.

Emotion de l'opinion publique, émotion des villageois, émotion du gouvernement, émotion, émotion...

La grande question aujourd'hui est de savoir si ces fûts seront définitivement détruits en Suisse. Puisque ces produits toxiques ont déblayé le plancher, l'affaire est close, au moins dans la tête de nos gouvernants et des médias. Close jusqu'à ce qu'une nouvelle affaire vienne remplacer celle-là.

Dans toute cette affaire, on a bien sûr évité de poser les problèmes fondamentaux : les rapports de l'homme à la production, les rapports de la production à l'environnement.

Les Paringaux et autres sociétés SPEDILEC ont le dos large pour éviter de poser les vrais problèmes. Les médias se sont émus de ces fûts entassés dans ce village, là, à quelques mètres d'habitations, mais elles s'émeuvent moins des centrales atomiques que l'on construit à la sortie des villes, sous les vents dominants. Et puis on peut toujours discuter, philosopher, sur les atteintes faites par l'homme à son environnement, si l'on ne pose pas les problèmes réels du productivisme, de la logique du profit, de la problématique d'une société différente basée sur les besoins réels de l'homme et non résultant de la logique de la société capitaliste, on ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes.

Cette histoire de dioxine n'est que la partie visible de l'iceberg, qu'une presse à sensation se met sous la dent en période

creuse. Elle revêt un aspect de simple plaisanterie si on ne la restitue pas dans un contexte général, qui, pour nous, s'avère fondamental.

Ces atteintes de l'homme à son environnement naturel se multiplieront si l'on ne décide pas une fois pour toutes de renverser la vapeur et de repenser la société et sa logique de production. Et cela, seuls les anarchistes sont aptes à le réaliser, ou devraient l'être.

Toutes les associations écologistes qui, une fois de plus, se sont bouffées le nez à Besançon durant le week-end de la Pentecôte ont prouvé leur incapacité à proposer une alternative globale réelle à la société productiviste de type capitaliste.

Quant au PSU, organisme politicard aux relents d'écologie, les bouffonneries de la camarade Huguette s'agitant sur le strapontin que lui a refilé Mauroy devraient suffire à tirer un trait définitif sur ce Parti socialiste bis qui ose encore se prétendre d'une majorité gouvernementale « différente ».

Seuls les anarchistes sont à même d'aborder le problème des relations de l'homme à son environnement en le liant à une analyse et à une lutte contre la société de profit, basée sur un productivisme borné et unilatéral.

Cette nouvelle tragédie écologique s'inscrit dans un contexte économique dont nous ne combattons la logique qu'en posant les véritables problèmes.

Patrick
(groupe d'Angers)

Historique du mouvement syndical agricole en France

Le Moyen Age

En Provence et dans le Roussillon, des associations de cultivateurs s'étaient constituées pour l'établissement et l'usage des canaux d'irrigation. Dès le XIII^e siècle, apparaissent des coopératives de fromageries en Franche-Comté et dans le Jura.

Des sociétés d'agriculteurs et des comices existent dès la fin du XVIII^e siècle. Mais le mouvement syndical est né avec la III^e République. Le premier syndicat agricole est fondé en juillet 1883 par des agriculteurs du Loir-et-Cher.

Après le vote de la loi du 21 mars 1884, de nombreux syndicats se créent un peu partout. De cinq existant au 1^{er} juillet 1884, ils passent dès 1890 à au moins un par département. En 1914, leur nombre est de 6 667 pour 1 029 727 adhérents, et 15 000 en 1929, comptant 1 494 769 adhérents. La plupart de ces petits syndicats adhéraient à des unions régionales, elles-mêmes affiliées à des unions nationales. Ces groupements se rattachaient pour la plupart à deux grandes organisations de tendances politiques opposées :

1) *la Société des agriculteurs de France* — Elle fut fondée en 1867 par de grands propriétaires fonciers catholiques et reconnue en 1872 par un décret de Thiers. Les principaux dirigeants — influencés par les écrits de Frédéric Le Play, marquis de la Tour du Pin, les encycliques du pape Léon XIII puis de Pie X — appartenaient à la noblesse terrienne. Leur représentant à l'Assemblée nationale était le comte Albert de Mun. Leur idéologie : la société rurale est fondée sur une harmonie d'intérêts hiérarchisés. L'unité de base est constituée par la famille ; le groupe social naturel est la paroisse. L'harmonie sociale n'est pas le fruit de l'égalité des individus qui composent la société rurale, mais des relations qu'entretiennent les familles dans le travail. Chacun est investi de responsabilités sociales particulières correspondant à la place qu'il occupe dans la société, dont la solidarité organique est fondée sur la reconnaissance mutuelle de fonctions sociales complémentaires. Pour eux, le journalier sans terre appartient à la même classe que le propriétaire terrien, car ils ont tous deux, paraît-il, les mêmes intérêts fondamentaux. Le bien commun n'est pas un vain mot à la campagne. Dans la pensée sociale du catholicisme, la profession agricole n'avait pas à se demander où étaient ses intérêts, le problème était de les défendre contre les autres professions et contre l'Etat.

Cette société créa, en 1886, l'Union centrale des syndicats agricoles. Ces syndicats sociaux confondaient, dans leur action, les problèmes familiaux, économiques, politiques et sociaux. Ils ont ainsi servi tout à la fois de coopératives, de mutuelles et de caisses de crédit. C'était l'époque des syndicats-boutiques.

2) *La Société nationale d'encouragement à l'agriculture* — Elle a été créée à l'instigation de Gambetta, en 1880, pour combattre la Société des agriculteurs de France. Son but politique était nettement affirmé : « La République est décidée à venir en aide aux travailleurs des campagnes ; elle ne sacrifiera pas plus longtemps les intérêts de la démocratie rurale à une coterie de hobereaux et de grands seigneurs. »

Face aux autres syndicats, elle fonda des coopératives, des mutuelles et des caisses de crédit. Mais ces organismes s'orientèrent également vers l'action syndicale, il était donc difficile de distinguer le syndicat-boutique de la coopérative syndicale.

A la société des ducs et marquis s'opposait celle des ministres et futurs ministres

radicaux. Mais les uns et les autres avaient en commun le respect de la propriété individuelle, le maintien de l'héritage et le minimum de réglementation.

Pour combattre l'Union centrale des syndicats agricoles, la Société nationale d'encouragement créée, en 1909, la Fédération des syndicats agricoles de France, qui fusionne en 1912 avec la Fédération nationale de crédit agricole et la Fédération nationale des coopératives de production et de vente, pour former la Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricole.

Le syndicalisme agricole entre les deux-guerres (1918-1939)

Durant la Première Guerre mondiale, un grand nombre de militants syndicaux furent massacrés, mais la guerre avait rendu possible un rapprochement, une communauté d'action, des associations agricoles qui auparavant s'opposaient. Mais la tentative du 3 juin 1919, lors du congrès de l'agriculture française, de créer une organisation (la Confédération nationale des associations agricoles) représentative du monde paysan fut un semi échec.

Les deux organisations traditionnelles ont poursuivi leur action indépendamment de la Confédération. Au cours de l'entre-deux-guerres, de nouvelles organisations sont apparues en marge des deux grands mouvements :

1) *les Chambres départementales d'agriculture* — Elles ont été créées en 1924, à la demande des dirigeants de l'Union centrale et ont été contrôlées par eux jusqu'à leur suppression en 1940.

2) *Les associations spécialisées* — Syndicat de défense économique d'une production particulière, la première fut la Confédération générale des vignerons du Midi (1907). Après la guerre, la Confédération générale des planteurs de betteraves a été créée en 1921, l'Association des producteurs de blé en 1924. Puis sont apparues l'Association des producteurs de viande, la Confédération générale du lait, etc.

3) *Les syndicats d'ouvriers agricoles* — Les ouvriers agricoles n'ayant adhéré qu'en très petit nombre aux organisations patronales, ont préféré fonder leurs propres syndicats. Les ouvriers bûcherons du Centre, de la Nièvre et du Cher fondèrent les premiers syndicats en 1891-92. Puis ce furent les ouvriers viticoles du Midi en 1903. Après la guerre de 14-18 se constitue la première grande organisation : la Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture, affiliée à la CGT. En 1936, elle devient la Fédération des travailleurs de la terre (2 000 syndicats locaux et 180 000 adhérents). Elle publie le journal *Le Paysan*. Certains syndicats d'ouvriers agricoles adhèrent à la CFTC pour constituer, en 1938, la Fédération des syndicats libres des travailleurs de la terre, avec pour journal *L'Ouvrier agricole*.

4) *Partis politiques et syndicats* — La SFIO crée la Confédération nationale paysanne, en 1933 ; le PC, la Confédération des paysans travailleurs en 1929. Elles s'appuient sur leurs députés.

5) *Finance et syndicat* — La Fédération nationale des mutualités et crédit agricole (bd Saint-Germain, à Paris) avait sa filiale : la Confédération nationale des syndicats agricoles.

Pendant la guerre de 39-45

Les dirigeants de l'Union nationale des syndicats agricoles, souhaitant depuis longtemps l'avènement d'un Etat corporatiste, approuvèrent la loi du 2 décembre 1940 instituant la Corporation nationale paysanne. Ils accédèrent aux principaux postes de cette organisation pétainiste.

DES militants agriculteurs de la Fédération anarchiste et des sympathisants se sont associés afin d'analyser l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie. Dans *Le Monde libertaire*, durant quelques numéros, ces études paraîtront successivement, qui porteront sur le problème foncier, l'historique du syndicalisme agricole, la situation de l'agriculture biologique et sur l'évolution de l'agriculture.

L'organisation essentielle en était le syndicat corporatif unique, à base familiale et doté d'attributions réglementaires. Il regroupait tous ceux qui concouraient à la même activité économique : propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers. Il contrôlait les coopératives, les mutuelles, les caisses de crédit et les associations spécialisées. A la tête, le syndic des syndicats était ministre de l'Agriculture.

Le faisceau des corps de métiers (corporations) constituait l'Etat, chacun étant sensé faire la loi dans son propre secteur.

Les organisations professionnelles agricoles depuis 1945

Les principales organisations paysannes dissoutes en 1940 se sont reconstituées dans la clandestinité.

Dès 1943, Tanguy-Prigent jette les bases de la Confédération générale de l'agriculture (CGA), qui devait regrouper tout le monde paysan : salariés, petits et gros paysans. C'était une invraisemblable confusion.

1944-45 : l'ordonnance du 26 juillet 1944 déclarait nulle la loi du 2 décembre 1940 ; l'ordonnance du 6 juin 1945 consacrait le retour au pluralisme agricole.

En fait, seule et reconnue, la CGA est un organisme privé à forme syndicale régi par la loi de 1901 sur les associations. Elle comprend sept branches : 1) syndicalisme à vocation générale : la FNSEA, constituée le 13 mars 1946 ; 2) coopération agricole : la FNCA, constituée le 15 mars 1945 (129, bd Saint-germain, Paris) ; 3) Mutualité agricole : la FNMA, constituée le 13 mars 1946 (bd Saint-Germain) ; 4) crédit agricole : la FNCA, constituée le 17 mars 1945 (bd Saint-Germain) ; 5) employés, techniciens, cadres de l'agriculture et des organisations agricoles, représentés par leur Fédération nationale, constituée le 15 mars 1945 ; 6) ouvriers agricoles (CGT et CFTC « 1945 »). La CGT-FO fut admise en 1951 ; 7) divers : le Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA), créé en 1947 (adhésion en 1954) ; l'Association nationale des migrations rurales (adhésion en 1954) ; la Confédération générale des coopératives agricoles (CGCA), constituée en 1950 (adhésion en 1954), 20, bis rue Lafayette ; la Fédération centrale du crédit agricole mutuel (FCCAM). Contrairement aux caisses de Crédit agricole, cette dernière ne reçoit pas d'avances de l'Etat ; fondée en 1946 (adhésion en 1956), rue Lafayette.

La CGA s'est vue confier un double rôle : a) coordonner les différents groupes agricoles ; b) représenter le monde agricole, notamment auprès des pouvoirs publics.

La FNSEA détenait la moitié des sièges au conseil national confédéral, organe directeur de la CGA. Les autres organisations étaient représentées par leurs conseils d'administration ou des délégations. Avec Philippe Lamour et Roland Veil, respectivement président et secrétaire général, le pouvoir avait là des interlocuteurs privilégiés. Mais très rapidement des dissensions profondes se firent jour. Dès 1945, des salariés s'en allèrent à la CGT. La CGA avait été créée par des hommes issus de la Résistance et appartenant pour la plupart au courant socialiste, mais ne disposant pas dans le monde paysan d'un réseau d'influence suffisant. Aussi vit-on réapparaître les anciens dirigeants de la corporation paysanne qui, dominant aisément le premier congrès de la FNSEA, les 12 et 13 mars 1946, élirent

un président de tendance MRP (Forget) et un secrétaire général (Blondelle) ancien syndic de la corporation. La tendance professionnelle eut raison des politiciens en faisant adopter une motion : incompatibilité des mandats syndicaux avec des mandats politiques. Plusieurs députés, dont Waldeck-Rochet, furent démissionnés.

Ainsi donc, dès 1946, les deux principaux courants représentant avant guerre le monde agricole se retrouvaient et s'affrontaient. De 1946 jusqu'en 1954, l'histoire des organisations agricoles s'est résumée en des luttes incessantes entre dirigeants.

1948 : les services administratifs et les budgets des deux tendances deviennent distincts.

1950 : deux des principaux leaders de la droite agricole (Blondelle et Laborde) accèdent à la présidence et au secrétariat général de la FNSEA.

1951 : la droite parlementaire, avec Pinay et Laniel, revient au pouvoir. Elle fait de la FNSEA son interlocuteur privilégié.

1953 (26 novembre) : le bureau confédéral prend la décision de ne plus reconnaître à la CGA un rôle représentatif de la profession, mais d'en faire un simple organisme de coordination.

1954 : les nouveaux statuts adoptés le 19 janvier accordent complète autonomie à chaque fédération. Ainsi, à partir de 1954, la représentation professionnelle du monde agricole présentait une grave similitude avec celle d'avant-guerre.

1964 : le XVIII^e congrès de la FNSEA décide d'assurer une représentation (deux délégués chacune) aux associations de service. Ces associations doivent être régies par la loi du 21 mars 1884 (loi des syndicats) et d'admettre en leur sein que des agriculteurs affiliés à un syndicat local.

Les principales sont : a) la fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FN-SAFER) ; b) l'Association nationale pour les mutations professionnelles en agriculture (AMPRA) ; c) la Fédération nationale des centres d'études techniques agricoles (FNCETA) ; d) centres de gestion, etc.

Ces associations remplissent des fonctions importantes dans la mise en œuvre de la politique agricole. Avec ces structures, les fédérations départementales d'exploitants agricoles sont devenues des syndicats de service.

La FNSEA groupe en son sein une quarantaine de groupes de pression (producteurs de blé, betteraviers, éleveurs, viticulteurs, producteurs de lait, etc.) uniquement soucieux de productivité et de rentabilité. Ce sont ces organisations spécialisées qui détiennent un vrai pouvoir économique. Une commission permanente coordonne l'activité de ces associations. La FNSEA assure aussi le secrétariat du FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles). Le souci principal et constant, perceptible à tous les niveaux de l'organisation, est de sauvegarder l'unité structurelle du syndicalisme et d'assurer à la FNSEA la représentativité la plus large.

Pour arbitrer les litiges inévitables, une commission nationale des statuts et conflits est statutairement prévue. Elle joue un rôle discret, mais important. Sa composition est semblable à celle du conseil d'administration.

Un paysan

CHILI : LE DÉPART D'UN PEUPLE

DEPUIS dix ans de régime militaire, il nous paraissait que le peuple chilien acceptait son destin. Les partis politiques « prétendus avant-gardes de la lutte contre la dictature de Pinochet » en étaient restés comme toujours à des déclarations à la presse, et s'il y a eu des attitudes valeureuses et honnêtes chez quelques hommes politiques chiliens, il est vrai qu'en dix ans les partis n'ont jamais apporté une réponse à la dictature.

C'est aussi une fois de plus une vérité qu'il faut constater : quand un peuple doit affronter les dictatures ou les régimes totalitaires, ce sont les ouvriers, les étudiants, les femmes qui se lèvent face au péril, et c'est une fois de plus les syndicats qui prennent l'avant-garde contre la dictature, comme ils le firent de 1927 à 1931 pendant la dictature de « Paco » Ibañez, pseudonyme de Carlos Ibañez del Campo, militaire qui fut assassiné à l'époque.

La journée de protestation nationale contre le régime, le mercredi 11 mai 1983, marquera le point de départ d'un long chemin, celui de la libération du peuple chilien. « C'est la première étape de la voie de la libération complète du peuple » : telles sont les paroles du secrétaire de la Confédération des travailleurs du cuivre, amorçant la journée du 11 mai et la décision de commencer la lutte à partir des syndicats.

Les résultats de cette journée ont déjà montré une chose : ce sont les hommes et les femmes en marge des partis politiques qui se sont affrontés clairement à la dictature. Le mouvement syndical, atomisé, détruit dans son unité, a commencé son action à partir des différences énormes qui existent entre les centrales syndicales qui prétendent représenter les travailleurs. Un point commun : Pinochet doit s'en aller, et avec lui doit disparaître le modèle imposé au pays.

Contrairement aux déformations des informations de la presse, les nouvelles envoyées de la base nous informent que dans les villes principales, comme Santiago, Valparaiso, Concepcion, Punta Arenas, les manifestations contre le régime ont été violentes et massives. Des barricades dans les quartiers pauvres, l'affrontement avec les forces de police. Une explosion sociale beaucoup plus profonde que ne le pensaient les organisateurs.

Nous connaissons la réponse du régime dictatorial : des milliers de détenus, les stades servant une fois de plus de prisons. Les onze dirigeants de la Confédération des travailleurs du cuivre seront jugés pour avoir attenté à la sécurité du régime.

Le mouvement syndical chilien recommence à occuper le terrain qu'il n'aurait jamais dû abandonner, les luttes pour les libertés et les transformations de la société qui seront toujours le devoir des travailleurs.

La presse fut équivoque quand elle affirmait que les classes moyennes se débarrasseraient de la dictature ; celle-ci sera vraiment chassée par le mouvement populaire des secteurs pauvres.

Chungungo Gonzalez



Racines historiques

LES premières manifestations d'organisation des travailleurs au Chili semblent avoir pour origine les mutuelles, connues au Chili sous le nom de secours mutuels. Le mouvement mutualiste prend naissance en 1853 ; la première mutuelle apparaît sous le nom de Société des typographes, à Santiago. Deux ans plus tard, l'Union des typographes prend naissance à Valparaiso, suivie par les sociétés d'artisans à Valparaiso, Santiago et dans la ville de Serena.

Déjà en 1870, on comptait treize sociétés de secours. Elles étaient au nombre de trente-neuf en 1880 et de 240 en 1900. En 1925, elles atteignaient les six cents.

Ses principes sont fondés sur l'aide mutuelle, l'éducation et l'amélioration des conditions de travail des membres.

Un autre exemple de création autonome des travailleurs chiliens est connu à partir de 1850. Cette année-là, Don Francisco Bilbao, Don Victorino Lastarrias, Don Eusebio Lillo, fondent le 14 avril l'association nommée la « Société d'égalité » qui déclarait dans ses principes lutter pour la « souveraineté politique » et « la fraternité universelle, comme vie naturelle et commune ».

L'influence des égalitaires s'étend dans le mouvement ouvrier de l'époque ainsi que dans les secteurs intellectuels. Ses orateurs parcourent le pays pour faire connaître ses principes. La Société d'égalité crée le journal *L'Ami du peuple*.

Elle organise des meetings, des manifestations publiques et une vaste campagne dans son journal. La campagne de ce courant social se termine par des meetings révolutionnaires dans les villes de San Felipe et la Serena. En réponse, le gouvernement de l'époque décrète la dissolution de la Société d'égalité, suivie d'une répression brutale, condamnant ses dirigeants à l'exil le 29 avril 1859.

« Mancomunal obrera »

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, diverses organisations de métiers avaient été créées sous l'influence des idées de la Société d'égalité, des sociétés mutuelles, donnant naissance à une organisation de travailleurs qui s'est appelée « Mancomunal obrera ». Malgré une courte existence, cette organisation s'est étendue à travers le pays, dans les villes portuaires, les zones minières, plus particulièrement au Nord et au Sud. A cette organisation ouvrière est revenu le rôle d'organiser les premières grèves qui éclatèrent dans les ports, les villes et les centres miniers, contre le capital et l'Etat.

Les conférences publiques, les tournées d'information, les meetings de protestation ont été les moyens d'action qui donnèrent vie à la « Mancomunal obrera ». Ses orateurs les plus remarquables furent Don Malaquias Concha et Don Juan Vargas Marquez.

La grande fédération

Le 18 septembre 1909, dans la ville de Santiago, se réunissent de nombreux groupes de métiers et d'institutions auto-

mes, qui fondent la « Grande Fédération », avec des bases en province, à Santiago et ailleurs. Dans ses objectifs, elle déclare lutter pour :

- 1) développer l'aide mutuelle entre ses membres ;
- 2) le bien-être économique ;
- 3) apporter une aide médicale et des médicaments à ses fédérés ;
- 4) remettre une indemnisation mortuaire à la famille, en cas de décès d'un membre, et la soutenir pour les frais ;
- 5) établir des coopératives d'articles de première nécessité pour les distribuer au prix d'achat aux fédérés ;
- 6) créer des écoles pour donner un enseignement primaire aux membres et à leur famille ;
- 7) créer des écoles de dessin linéaire, industriel, afin de créer des écoles techniques, avec toute la connaissance scientifique possible ;
- 8) organiser des conférences publiques et régulières d'information, etc.

La Grande Fédération fut reconstruite en 1912 avec un programme basé sur l'appui mutuel, l'amélioration économique, sociale et culturelle, en particulier dans la corporation des artisans, étant donné que le projet industriel était encore en germe dans le pays.

Le rôle principal de la Grande Fédération a été d'éveiller la confiance des travailleurs envers ses syndicats. L'organisation corporatiste s'étend dans le pays. Plus de trente mille travailleurs de l'époque s'affilièrent à cette organisation.

La Première Guerre mondiale affectera et obscurcira son travail combatif et organisateur.

Dans d'autres secteurs du mouvement ouvrier chilien surgissent des corporations de résistance : dans les ports, la zone charbonnière, dans les villes.

Le thème de la Grande Fédération : « L'union fait la force », marquait la mentalité révolutionnaire naissance des ouvriers chiliens.

Apparition du syndicalisme révolutionnaire

Dans la ville de Concepcion, en 1919, est fondée la Fédération ouvrière du Chili (FOCH) qui remplacera la Grande Fédération. La FOCH, dans une déclaration de principes, déclare lutter pour l'abolition de l'Etat capitaliste qui devra être relayé par la FOCH, celle-ci prenant en charge l'organisation de la production et de la distribution dans la société. Elle déclare aussi que son action restera en marge de toute idéologie politique et religieuse.

I.W.W.

Dans le port de Valparaiso se fonde l'IWW en 1919, qui déclare lutter pour l'anarcho-syndicalisme. Rapidement l'IWW s'étend dans tout le pays, depuis Iquique jusqu'à Punta Arenas.

A Valparaiso, l'IWW est organisé dans la construction et chez les ouvriers portuaires.

Première tentative de manipulation du mouvement syndical chilien par les partis politiques

Dans la ville de Rancagua, en 1922, est célébré le deuxième

congrès national de la FOCH. A ce congrès est arrivé un groupe de délégués inconnus dans le milieu syndical jusqu'à ce jour, de la province d'Antofagasta ; Luis Emilio Recabarreu se trouvait à la tête de ce groupe, celui-ci revenant d'URSS après un séjour de six semaines. Il avait pour mission de fonder le Parti communiste, et l'Internationale syndicale rouge organisée à Moscou. Les délégués fantômes de cette douteuse représentativité renversent le deuxième congrès. Après deux jours de débats, ils parviennent à diviser le congrès, avec une opposition ouverte des délégués authentiques des conseils fédéraux de tout le pays.

Dans ce climat, il a été décidé :

- 1) que la FOCH adhère à l'Internationale syndicale rouge ;
- 2) que la FOCH cessait d'être fédéraliste et transformerait dorénavant les conseils fédéraux des corporations et usines en syndicats industriels ;
- 3) en plein congrès, les délégués partisans de la politisation du mouvement syndical s'accordent à fonder le Parti communiste.

Résultat de cette manœuvre politique :

- 1) la FOCH se trouve en contradiction avec ses principes de refus des idéologies politiques ;
- 2) elle perd sa structure organique, ses méthodes de lutte et buts initiaux ;
- 3) quarante conseils fédéraux de Santiago, Concepcion et d'autres villes se retirent de la FOCH.

Comme antécédent historique, il est nécessaire de noter qu'au congrès constitutif de la FOCH en 1919 célébré dans la ville de Concepcion, Don Luis Emilio Recabarren n'y a à aucun moment figuré, et sa présence ne fut pas connue.

Lors de ce congrès constitutif fut nommé secrétaire général un ouvrier typographe combatif, du nom de Enrique Diaz Vera. C'est lui qui conduisit le destin de la FOCH durant ces trois premières années de luttes sanglantes contre le patronat et l'Etat. Avec l'infiltration du Parti communiste dans la FOCH, cette centrale ouvrière a signé son arrêt de mort à court terme, en perdant son autonomie, ses méthodes d'action directe et ses buts initiaux.

Le Parti communiste eut l'occasion de s'appropriier imprimés, journaux syndicaux et revues que possédaient les corporations de la FOCH tels que *Fédération ouvrière* (organe de la junte directrice), *Le Réveil* (journal syndical d'Antofagasta), *La Journée* (journal syndical de la Valdivia), *La Région minière* (journal syndical de Coronel).

A la fin de 1919, le mouvement ouvrier chilien doit faire face à une forte répression du gouvernement de Salvador Sanfuentes (avec emprisonnements, tortures, assassinats d'ouvriers, d'étudiants, d'enseignants). En 1920, est élu à la présidence de la République Asturo Alessandri Palma, représentant des propriétaires fonciers chiliens. Devant l'agitation sociale de l'époque, devant la combativité des syndicats, il prépare un Code du travail, inspiré de la législation corporative fasciste, établie en Italie par

du mouvement ouvrier syndical au Chili



Benito Mussolini. En 1924, c'est un coup d'Etat ; une nouvelle vague de répression s'abat sur les travailleurs, avec des massacres dans tout le pays, des emprisonnements et des tortures sur les dirigeants. Le syndicalisme chilien maintient sa combativité malgré la répression.

La dictature d'Ibañez jusqu'en 1931

En 1927, un nouveau coup d'Etat militaire assure le pouvoir, avec à sa tête Carlos Ibañez del Campo. Le syndicalisme chilien a souffert ici l'une des périodes les plus terribles de son histoire.

Une dictature féroce, sans pitié, détruit une à une toutes les corporations. Un grand contingent de travailleurs chiliens combattifs paiera de sa vie la défense de ses organisations. C'est une suite d'assassinats en pleine rue, à la sortie des réunions, d'enlèvements dans les foyers à l'aube, de tortures, d'emprisonnements, d'exils. Longue est la liste des martyrs du mouvement ouvrier ; durant quatre longues années, ce climat de répression s'abat sur les organisations ouvrières.

La combative Fédération d'étudiants, les enseignants salariés et les organisations ouvrières s'unissent en un front commun pour parvenir à la chute de Paco Ibañez.

1931 : chute de la dictature. Le mouvement ouvrier entame une période de réorganisation. Les corporations anarcho-syndicalistes, sous l'impulsion de l'IWW, créent la CGT (Confédération générale des travailleurs) cette même année.

La république socialiste

Après la chute d'Ibañez, le Chili passe par une période de crise institutionnelle ; comme toujours, les FFAA accompliront leur triste rôle. La crise économique permit d'amplifier cette situation. Le 4 juin 1932, un groupe de politiciens et de militaires réalisent un coup d'Etat et installent au gouvernement Don Marmaduge Grove qui déclare la République socialiste au Chili. Le 16 juin 1932, les militaires se chargent de mettre fin à cette farandole.

Marmaduge Grove sera resté douze jours à la tête de la République socialiste dans laquelle ni les travailleurs ni les syndicats de l'époque n'auront eu la moindre participation.

1931 : période de reconstruction du mouvement syndical chilien. Dans le monde du travail, la CGT, fondée par les anarcho-syndicalistes, se donne pour tâche de reconstruire les syndicats à travers tout le pays. Ainsi se reconstitue l'Association générale des enseignants.

D'autre part, dans le monde politique, le Parti communiste faisait de grands efforts pour reconstruire la FOCH, mais la dictature d'Ibañez avait fait prendre conscience à un grand nombre de travailleurs de grands secteurs, qui ne répondirent pas à l'appel.

De 1931 à 1934, ce sont les syndicats de la CGT qui luttent, s'activent et reconstruisent le mouvement syndical chilien. « Syndicalisation légale comme moyen de domination du mou-

vement ouvrier révolutionnaire ».

A partir de 1931, le mouvement syndical chilien n'obéissait qu'à ses bases, luttant pour ses principes et ses buts révolutionnaires. Il n'était contrôlable par aucun parti politique. Face à cette situation, les partis politiques cherchèrent un moyen pour dominer le mouvement syndical.

La création du PS, du PR de la Phalange et du PC produisit une rupture dans la clientèle syndicale. Ils commencèrent une campagne pour la syndicalisation légale, conscients de pouvoir ainsi empêcher l'autonomie des syndicats. Ces ouvriers politiques du PS, PC, PR, Phalange, ayant pour ambition de gouverner, parvinrent à organiser une centrale ouvrière à Santiago en 1934. Quand naquit la Confédération des travailleurs du Chili (CTCH), Bernardo Araya (PC) fut nommé secrétaire général. Bernardo Ibañez (PS) fut nommé sous-secrétaire général. Les autres postes furent répartis entre le PR et la Phalange.

A partir de 1934, le mouvement syndical chilien se voit représenté par deux fronts : l'un sous la bannière de la CGT « anarcho-syndicaliste », courant syndicaliste révolutionnaire ; l'autre sous la bannière de la CTCH, dominée par des partis à caractère réformiste.

Le Front populaire

En 1938, Don Pedro Aguirre Corda, militant radical, candidat du Front populaire, est élu à la présidence. Sous le gouvernement du Front populaire, la CTCH s'est bien comportée avec les partis politiques qui l'avaient aidée à naître ; mais, en revanche, très mal avec les travailleurs qu'elle représentait. Elle freina l'élan créateur des syndicats, parvenant à une domestication des corporations.

C'est avec ce gouvernement populaire, avec des partis qui se réclamaient de la classe laborieuse, qu'a été confirmé pour la première fois le rôle destructeur des partis politiques dans le syndicalisme chilien. Et qu'il a été démontré comment l'on peut réfréner la capacité créatrice des travailleurs, et comment le syndicat peut perdre son caractère révolutionnaire.

Le Front populaire ayant échoué en tant que gouvernement, la CTCH se divise en deux fractions. Un secteur PC et l'autre PS.

1946 : c'est G. Gonzalez Videla et « la loi maudite ». Avec l'appui du PC et des partis de gauche, G.G. Videla (Parti radical) est élu président. Celui-ci déclare hors-la-loi le Parti communiste, décrétant la « loi de défense de la démocratie ». Cette loi sert de prétexte pour entamer une nouvelle période de répression. Emprisonnements, relégation de dirigeants, les travailleurs chiliens sont écrasés par celle-ci. Le PC souffre le plus fortement de cette répression.

En 1952, un personnage connu des travailleurs chiliens, Don Carlos Ibañez del Campo est élu président. Entre 1927 et 1931, il avait détruit presque totalement le mouvement syndical chilien avec une dictature féroce.

Dans le monde du travail travail, la CGT et le MUNT, tous deux organismes anarcho-syndicalistes, maintenaient leur action. Les deux CTCH appelaient à l'unité des travailleurs pour réaliser un front commun contre le patronat.

Création de la CUT

Le 1^{er} mai 1952, lors d'une grande concentration, on nomme une commission syndicale nationale, qui devra déboucher sur un congrès constituant un an plus tard un comité de trente-cinq membres qui représentaient tous les secteurs. Des travailleurs avaient préparé le congrès unitaire. En février 1953 naît la CUT.

— Conseil national : président : Clotario Blest (indépendant), vice-président : Baudilio Cazanova (PS), secrétaire général : Isodoro Godoy (PS), trésorier : Juan Vargas Puebla (PC).

— Conseils nationaux : Gilberto Cea (Phalange), Luis Quiroga (DC), Wenceslao Moreno (DC), José Dias Iturrieta (PC), Julio Alegria, Bernardo Araya, Miguel Pradenas, Luis Fuigueroa, René Reyes, Armando Aguirre (PS), Edo Long Alessandri (PS), Ernesto Miranda, Ramon Dominguez, Hector Duran, Celso Poblete (anarcho-syndicaliste).

La CUT fut constituée avec 70% de dirigeants nationaux dans les partis marxistes. La domestication du mouvement syndical était en marche, comme cela fut confirmé trois ans plus tard avec une grève nationale, en juillet 1956.

Le Conseil national de la CUT traça un programme en quinze points. Avec cette plate-forme de lutte eut lieu une grande période d'unité et d'action. Les conseils provinciaux, régionaux et départementaux s'établissant organiquement dans tout le pays.

L'unité des travailleurs chiliens était devenue une réalité. Travailleurs manuels, intellectuels, paysans, étudiants et salariés se sont joints à la CUT.

De grandes manifestations ont eu lieu dans tout le pays ; l'unité dans l'action n'était qu'une seule : il y a eu un consensus général chez tous les travailleurs pour affronter le patronat et l'Etat. La conscience de classe des travailleurs chiliens développa une action unitaire jamais connue auparavant qui échappait au contrôle des partis politiques. Les syndicats agirent conformément à la plate-forme de lutte, parvenant à créer dans certaines provinces un climat d'action de haut niveau. Le système capitaliste avait trouvé dans les travailleurs chiliens un rival qui ne craignait ni ne reculait devant la lutte sociale.

Ainsi, en 1956, Carlos Ibañez de campo arriva à la présidence. Le climat social était en guerre ouverte contre l'état de choses à cette époque. La CUT avait développé une campagne d'arrêts de travail partiels, préparant un arrêt de travail national. Les syndicats, les corporations demandaient une transformation sociale et politique.

Arrêt national du travail, juillet 1956

C'est dans ce climat que la



CUT déclare l'arrêt de travail national. Dans cet arrêt, on remarquera la force et la capacité du syndicalisme révolutionnaire. L'arrêt national du travail fut total ! Jamais, au Chili, on avait connu chose pareille. Pendant 48 h rien ne bougea au Chili. Le gouvernement d'Ibañez chancelait ! Ibañez menaçait d'abandonner le gouvernement et de remettre à la CUT la responsabilité et l'administration du pays. Il appela les leaders des partis politiques de gauche et leur fit savoir sa décision d'abandonner sa charge. Effrayés, les politiciens de gauche recommandèrent à ce président d'appeler une commission de la CUT, avec son mémorandum et ses pétitions, s'engageant à convaincre les dirigeants de la CUT à renoncer à l'arrêt national du travail.

La CUT nomma une commission de sept conseillers, avec Don Clotario Blest à sa tête. Cette commission remit à Ibañez le mémorandum et les pétitions des travailleurs de tout le pays. Ibañez demanda sept jours pour répondre au réquisitoire, avec la condition qu'ils reprennent le travail. Deux jours de discussions violentes s'ensuivirent. Résultat : avec l'accord des communistes, des socialistes, des radicaux et des phalangistes, l'arrêt national du travail fut suspendu.

Les quatre conseillers anarcho-syndicalistes maintinrent leur refus de reprendre le travail sans consulter la base. Mais l'arrêt fut prononcé et le retour au travail se fit dans un climat de désorientation et de déroute, les travailleurs chiliens ne comprenant pas le retour au travail sans avoir rien obtenu.

Juillet 1956, conséquences de l'arrêt national

L'unité syndicale, après tant d'années d'efforts de la part des travailleurs chiliens, est demeurée brisée. On avait réussi à imposer les intérêts des partis politiques au-dessus des intérêts des travailleurs. Les intérêts de classes antagonistes étaient en jeu. Une fois de plus, le travail destructeur des partis politiques empêcha le syndicalisme révolutionnaire d'accomplir son travail de transformation sociale.

Des mois plus tard, durant l'année 1957, la CUT appela à un arrêt national du travail pour exiger la satisfaction des

revendications présentées en 1956. Ce nouvel arrêt fut un échec ! La confiance dans les dirigeants avait disparu. Et le gouvernement répondit par une forte répression. Emprisonnement des dirigeants à travers le pays. Relégation pour d'autres. Les partis politiques PS, PC, PR se mirent d'accord pour présenter un projet d'amnistie qu'ils obtinrent deux mois plus tard. Après cette expérience, les conseillers anarcho-syndicalistes renoncèrent à cette expérience.

Il importe de remarquer que cette tendance syndicaliste révolutionnaire disparut de l'espace syndical en tant que mouvement organisé en 1960.

A partir de 1957, la CUT fut un vivier pour les partis politiques qui se sont disputés le contrôle des syndicats. Un autre parti, la démocratie chrétienne, venant parachever cette compétition pour la clientèle syndicale.

Cette historique met en évidence le caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier syndical chilien lors de ses premières manifestations de lutte pour la transformation de la société chilienne.

Remarquons que l'appui mutuel, pratiqué par les sociétés de secours mutuel, a développé une grande sensibilité humaine. Suite à cette influence, une plus grande conscience de classe s'est développée parmi les travailleurs chiliens.

Notons aussi la grande importance qu'elles donnèrent à l'éducation de leurs membres et l'intérêt culturel chez les mutuelles.

A travers l'histoire du mouvement syndicaliste chilien, on remarque que ce courant idéologique a eu dès ses débuts un caractère révolutionnaire. Il a lutté pour la destruction du système capitaliste et pour la destruction de l'Etat (considéré par lui comme instrument de répression et de domination dans toute société). Les partis politiques, intéressés à utiliser et à manipuler le mouvement syndical chilien, sont parvenus à lui arracher son caractère révolutionnaire. Sous le gouvernement d'Allende, la CUT a très bien rempli son rôle de caisse d'enregistrement des manipulations des partis politiques marxistes dans le monde syndical.

Coordination libertaire latino-américaine

LA SCIENCE DE SON MALHEUR

POUR continuer la présentation de Fernand Pelloutier (1867-1901, ce militant libertaire secrétaire de la Fédération des bourses du travail, nous publions aujourd'hui un texte extrait d'un article intitulé : *Le Musée du travail* paru dans *L'Ouvrier des deux mondes* en avril 1898.

Pour se documenter davantage, se reporter au livre : *Fernand Pelloutier*, par Julliard et surtout à *l'Histoire des bourses du travail* de Fernand Pelloutier, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Que manque-t-il à l'ouvrier français — et j'entends par ouvrier quiconque travaille à gages ; mieux encore, quiconque, intellectuellement ou physiquement bien armé, doit implorer du Capital le moyen d'utiliser ses facultés ? En matière de courage et de chevalerie, rien ; peut-être même est-il par là trop bien doué, générosité et hardiesse menant trop souvent à duperie. Il est brave, le feu ne l'effraye pas ; il le prouva du reste pendant la Commune. Ce qui lui manque, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre qui doivent être dirigés ses coups. Il y a plus de dix ans que nous le répétons : la source du mal social ne gît ni dans les hommes qui gouvernent, ni dans les institutions politiques qui oppriment : les uns et les autres ne sont que des résultantes. Vienne demain une nouvelle Commune, qui nous débarrasse du personnel gouvernemental, mais qui laisse subsister la faculté d'accaparement des richesses, qui supprime armée, magistrature et police, mais qui respecte la « capitalisabilité » du signe d'échange, le signe d'échange lui-même, et huit jours après les habiles, débordant les préposés socialistes à l'administration publique, auront, par la seule force que donne la richesse, rétabli le gouvernement, la police, la magistrature et l'armée — et rien n'aura été fait, qu'un nouveau et inutile sacrifice d'énergies obscures. Les 16 mai suivront toujours, même privés de canons pour s'ouvrir la marche, les 18 mars purement politiques.

La classe ouvrière commence à le comprendre, et cette affaire Dreyfus, qui a déterminé le réveil des plus abominables haines confessionnelles, en a apporté l'irréversible témoignage. Vainement deux écrivains, dont le courage est au-dessus de tout éloge, Emile Zola et Bernard Lazare, ont démontré (question de culpabilité ou d'innocence à part) que le procès Dreyfus fut mal jugé, qu'on y condamna moins le trafiquant hypothétique de marchandises militaires que le produit d'une race exécrée ; vainement les représentants populaires, certains par calcul et ils ne valent pas qu'on les nomme, les autres par passion de justice, et à leur tête Jaurès, ont fait entendre le cri légitime d'indignation contre la simonie judiciaire : le peuple, le vrai, celui qui travaille et qui souffre, et que Dreyfus, en temps de guerre civile, aurait fait sabrer comme souhaitait le faire Esterhazy, le peuple est resté indifférent et aurait plutôt battu des mains au spectacle du galonné victime à son tour de l'injustice bourgeoise, jusque-là réservée aux petits.

La cause de cette impassibilité, particulièrement frappante si on lui compare l'effervescence boulangiste ? Un peu, malheureusement, de l'esprit antisémite, entretenu de siècle en siècle et ravivé par la criminelle campagne des dix dernières années ; mais aussi la conviction que, quel que doive être le héros de la bataille actuelle (juif ou catholique, financier aryen ou financier

sémite), ce sera toujours un exploiteur et un oppresseur, et que, les temps n'étant pas révolus où l'esclave pourra supprimer d'un coup tous ceux qui l'oppriment, mieux vaut pour lui rester étranger au débat.

Or, si cette conjoncture est exacte, s'il est vrai que la foule ouvrière soit restée indifférente à l'agitation de ces derniers temps parce qu'elle n'y a aperçu aucune chance de succès pour l'action sociale, pour la révolution économique vraiment libératrice, nous ne pouvons que l'en féliciter ; et bien que les cris de : *Vive le roi ! Sus au juifs !* poussés le 17 janvier au meeting de du Tivoli-Vaux-Hall aient réveillé en nous le pur instinct combatif et que nos cannes aient fait résonner des crânes catholico-royalistes, nous souhaitons que le motif de l'impassibilité populaire aille toujours se fortifiant, que le peuple regarde de plus en plus froidement les compétitions féroces qui se manifestent devant la puissance publique, et se réserve pour le moment où la force lui sera venue de renverser l'édifice capitaliste tout entier.

Comment donc lui viendra cette force ? Comment en lui s'épanouira cette conscience de l'œuvre radicale nécessaire ? Par l'instruction économique.

Nous l'avons dit tout à l'heure : il est brave ; quatre fois en ce siècle, il a montré qu'une lutte, même inégale, ne l'arrête pas, et quelle que soit, à ce propos, l'apparente confiance affichée par les dirigeants, nul d'entre eux ne doute que, si le peuple le voulait, une cinquième révolution politique pût être faite demain ; mais cette masse ouvrière, qui depuis vingt ans s'ouvre à la vie intellectuelle, qui ne se contente plus de produire, mais veut savoir comment et pourquoi elle produit, qui, partout, aux Etats-Unis, en Russie, en France, en Angleterre, affirme enfin son droit au bien-être, elle veut pousser aussi loin que possible son perfectionnement moral et ne se batte pour la véritable liberté que le jour où, l'ayant mérité par l'intensité de son désir, elle saura la conquérir... et la garder.

Je ne serai pas plus optimiste qu'il ne convient, et j'avoue que pour la plupart des travailleurs, l'instruction économique est à peine ébauchée. Mais n'est-ce rien que le niveau intellectuel atteint par le personnel d'élite qui administre les intérêts professionnels des 250 000 ouvriers syndiqués français ? Dénombrez les résultats obtenus par les groupes ouvriers en matière d'enseignement technique, scientifique et artistique ; consultez le programme des cours institués par les syndicats ouvriers et les Bourses du travail : dessin, sciences mathématiques et physiques, technologie, langues vivantes, linguistique, rien de ce qui complète l'homme n'y est oublié, rien de ce qui fait la vie intellectuelle et morale n'y est omis, et si parfois un syndicat se plaint que ses cours soient désertés, combien d'autres, par contre (et la Bourse du travail de Toulouse le déclarait pour sa part il y a un mois) se voient envahis par une multitude de jeunes hommes curieux de savoir ! Regardez quels auteurs habitent les bibliothèques ouvrières ! Lamarck, Haeckel et Darwin y voisinent avec leurs continuateurs, Buchner, Manouvrier, Letourneau, Lanessan ; Marx et Proudhon y disputent sur les contradictions économiques ; Pierre Leroux y dénonce la ploutocratie et Saint-Simon y prêche la religion de l'avenir ; d'autres y rappellent les dates fameuses de l'histoire révolutionnaire : l'Internationale, la Commune, les congrès ; les ouvrages d'art mécanique, de cosmographie, y coudoient les rêves communistes de Campanella, de Morelly, de Cabot ; Emile Zola, Anatole France, Mirbeau, Geoffroy, Descaves, Leyret, Darien

y racontent la vie sociale moderne ; Kropotkine et Lafargue, Colins et Grave y parlent de la société prochaine...

N'est-ce donc pas merveilleux cet effort vers la lumière ? Et s'il ne nous assure l'affranchissement que pour une date lointaine, s'il ne nous permet pas d'espérer que nous puissions, nous, fouler la Terre promise, ne nous offre-t-il pas du moins la consolante certitude que le jour où le peuple se lèvera, il aura avec le fer, avec le feu, cette arme plus sûre que toutes les autres : la force morale due à la culture de l'intelligence ?

L'organisation syndicale du prolétariat et le programme qu'il s'est donné sont le plus étonnant exemple de ce que peut la conscience d'un idéal bien défini, jointe à une volonté nette.

Pour la défense des intérêts professionnels : l'union des ouvriers du même métier, s'indiquant les uns aux autres les conditions et les besoins du travail, les modifications immédiates ou lointaines possibles, les moyens efficaces de résistance à l'exploitation particulière et de lutte contre l'exploitation générale.

Pour la défense des intérêts collectifs et le succès de la guerre sociale : l'union des ouvriers de tous les métiers, s'exerçant la main dans les escarmouches quotidiennes, puisant la vigueur morale dans le trésor des connaissances humaines, menant de front l'exercice des muscles et la gymnastique du cerveau.

Pour programme : l'englobement de toutes les forces ouvrières dans un réseau gigantesque et serré de syndicats, de sociétés coopératives, de maisons de marins, de ligues de résistance, de Bourses du travail ; la diffusion des sciences ; l'étude des problèmes économiques ; l'examen des méthodes de production et de répartition des richesses, tout cela déterminant le sens, encore incertain mais qui se fortifiera, du mode de travail et de consommation, susceptible de concilier avec les exigences de besoins égaux en droits, la nécessité d'une marche constante vers l'inaccessible perfection.

Tels sont, non seulement en France, mais dans le monde entier, l'organisation et le programme des travailleurs. Et en quel pays, à quelle époque de l'histoire a-t-on pu constater, je ne dis pas seulement une si formidable organisation, un si vaste programme, mais encore une tendance plus caractérisée vers le beau et le bien, une telle aspiration à l'épanouissement parfait de l'Individu ?

A mesure, cependant, que s'élabore dans les esprits l'organisme futur, de nouveaux moyens s'offrent pour précipiter l'évolution sociale, pour hâter cette conscience de l'œuvre révolutionnaire, sans quoi la lutte ne serait qu'un gaspillage de forces.

On ne cesse de dire que les produits, qui coûtent si cher à l'ouvrier, profitent scandaleusement au capitaliste : que d'année en année, la puissance d'achat des pauvres, diminuant tandis que celle des fortunés augmente, la richesse grandit toujours et la misère devient de plus en plus effroyable ; on déclare les conditions économiques telles que, plus s'accumuleront les années, plus le peuple sera pressuré et plus inutiles deviendront ses efforts pour protéger pacifiquement son existence ; on dit encore... Mais qu'est-ce que tout cela, sinon de pures affirmations ?

Il faut autre chose. Il faut offrir au peuple le moyen de dégager lui-même les phénomènes sociaux, et de ces phénomènes, toute leur signification. Et pour cela, lui mettre sous les yeux ce qui est la matière même de la science sociale : les produits et leur histoire.

expressions

THÉÂTRE

« ROMÉO

ET

JULIETTE »

Avoir la façon dont, dans le *Roméo et Juliette* monté par Yan Philipp les corps des acteurs sont mis en valeur, on pourrait se reposer la question de l'identité de Shakespeare, à savoir s'il n'aurait pas été femme ou homosexuel.

Beauté des corps, des costumes, importance de la danse, du ballet, du cri, la pièce jouée en ce moment à la Cité universitaire est tout cela à la fois.

La version présentée ici est relativement fidèle au texte de

Shakespeare, même si de-ci de-là des monologues ont été écourtés.

Le texte, tantôt dit, tantôt crié, trouve donc son prolongement dans l'expression gestuelle des acteurs. L'éclairage glauque participe aussi à exprimer le drame. La logique implacable de la lutte entre Capulet et Montaigu ne peut aboutir qu'à la mort de Roméo et Juliette, dont la passion se heurte à la réalité. Il en va de même pour Mercutio, le fou, très bien joué

par Lucas Thiery, et pour Rosalinde, Martine Leipnel, dont les propos sont incompatibles avec l'ordre, et qui devront mourir.

Si l'on peut faire le reproche à certaines scènes d'être un peu longues, l'ensemble de la pièce présente un caractère à la fois original et cohérent.

Colette

Roméo et Juliette, au grand théâtre de la Cité universitaire, tous les soirs à 20 h 30 (sauf dimanche, lundi et mardi), au 21 boulevard Jourdan, Paris-14^e, métro : Cité universitaire, tél. : 589.38.69.

Festiv' Halles

Jusqu'au 25 juin a lieu à Paris le premier festival consacré à la jeune création. Festiv' Halles est une manifestation gratuite et est organisée par le Forum des Halles et la fondation Archipel. Les spectacles auront lieu de 18 h 30 à 20 h, sur la place basse du Forum des Halles de Paris, tous les mercredis, vendredis et samedis.

Chaque spectacle, de 1 h 30 environ, est composé de trois ou quatre pièces de 15 à 30 minutes dans un principe d'alternance des parties musicales, chorégraphiques, théâtrales et de performance.

Colette

**100 000 F POUR LA VOIX SANS MAITRE
... ET SANS LE SOU !**

COMME vous le savez déjà, nous avons installé notre nouvel émetteur depuis un mois. Chacun peut maintenant entendre Radio-Libertaire sans devoir supporter les programmes d'autres stations. Chose promise, chose due. Nous avons tenu nos engagements, mais pour les tenir, nous avons dû nous endetter.

Notre souscription est de 49 555 F. Ce n'est pas assez. Nous en appelons à votre aide. Il nous faut absolument les derniers 50 000 F rapidement. Vous savez tous que nous sommes dans une situation difficile, et c'est vous et vous seuls qui pouvez défendre Radio-Libertaire, votre station interdite par le pouvoir. Nous n'émettons pas depuis le 1^{er} septembre 1981 pour nous laisser bâillonner par des censeurs. Ensemble, imposons notre volonté de défendre la liberté d'expression.

Souscrivez, l'avenir de Radio-Libertaire en dépend !

Dites-vous que chaque somme, aussi petite soit-elle, est la bienvenue. Radio-Libertaire, septième au rang des radios émettant sur la bande FM, c'est une belle place ! Montrons à tous les marchands de soupe qu'une radio qui a fait le choix d'être financée par ses auditeurs y arrive, même si d'autres aimeraient la voir disparaître.

Amitiés libertaires
Nelly



L'INFORMATION est devenue quasi instantanée. Qu'un événement se passe à un point du globe et aussitôt il est répercuté aux quatre coins de la planète par satellites interposés.

Alors que les prouesses techniques permettent aujourd'hui de rapprocher les peuples et les individus, jamais la communication entre les gens n'a été aussi pauvre. A cela plusieurs raisons :

- l'accumulation d'informations. La sur-information dessert l'information et introduit un phénomène de mode. On parle d'un événement important jusqu'à ce

« Cérémonie 1984 »

le mercredi, de 22 h à 24 h

sur Radio-Libertaire (émettant sur Paris et proche région)

qu'un nouvel événement prenne la tête d'affiche. Qui parle encore des boat people réfugiés du Vietnam ?

- Les médias sont aux mains du pouvoir qui distille l'information selon des critères obscurantistes. Citons le cas des grands groupes de presse (Hachette, Hersant) et celui de la Haute Autorité de l'audiovisuel qui nous touche de près (le choix des radios dérogées sur la bande FM).

- L'inadéquation des supports. Mac Luhan écrivait que le message c'est le médium. L'expression est différente selon le vecteur utilisé et selon le support l'expression peut avoir un tout

autre sens. La vidéo ne pourra jamais remplacer le cinéma, car ce sont deux formes d'expression qui sont trop différentes, même si elles sont parfois complémentaires.

Cérémonie 1984 parle de tout sans exclusive. Passant de la vidéo à la télévision par câble, en passant par la bande dessinée, la photo, le film d'animation. A chaque émission un invité nous parle d'un moyen d'expression, d'un espace ou d'une expérience liée à la communication ; des espaces de liberté dans les partisanismes de la communication.

L'équipe de « Cérémonie 1984 »

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 8 juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : des infirmiers psychiatriques parlent de leur métier.

- Jeudi 9 juin : « La vie d'artiste » (16-18 h 30) : avec Christian Stalla, auteur, compositeur, interprète, Jean-Pierre Bretché, Petitou.

- « Si vis pacem » (18 h 30-19 h) : l'Union pacifiste de France parlera du désarmement.

- 22 h 30-24 h : retransmission en avant-première du concert de Michel Lobko (double quartet).

- Vendredi 10 juin : « Mal à droit » (9-10 h 30) : boutique de droit, défense libre.

- « La bourse et la vie » (10-12 h) : contravention, excès de vitesse, ceinture de sécurité.

- « Le fou parle » (12-14 h) : invite Michel Turue, peintre et Bernard Morcino, photographe.

- « Radio-Esperanto » (19-20 h) : interview de la responsable du « Pasporta Servo ».

- « L'invité quotidien » (20-22 h) : des enseignants en lutte contre l'inspection.

- Samedi 11 juin : « Croissant show » (9-12 h) : le festival de la chanson de femmes, en direct de Roissy-en-Brie.

- « Chronique syndicale » (12-14 h) : les problèmes de formation des 16/18 ans. Autour d'« un métier pour réussir » et du dispositif Rigoux.

- Dimanche 12 juin : « Ici Dieu, à vous Paris » (10-12 h) : avec la Libre Pensée.

- « Trisomie 21 » (20-24 h) : retransmission en différé du concert de Momerath et MKB (messageros killers boys).

- Mardi 14 juin : « La mémoire sociale » (10-12 h) : Pierre-Joseph Proudhon, son œuvre.

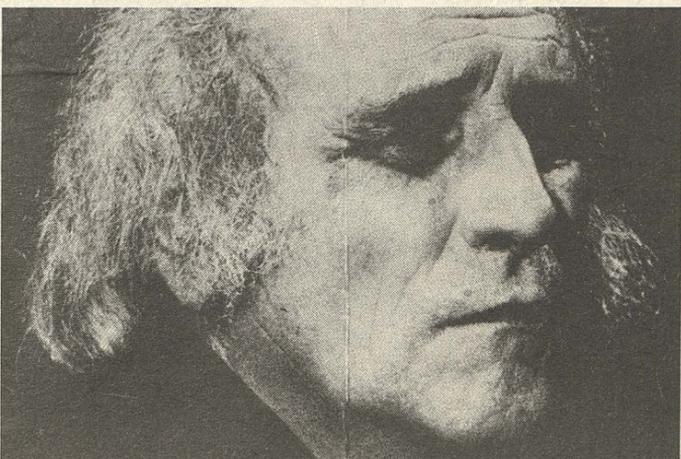
- « Pas d'armée à l'école » (18-18 h 30) : la « coordination parisienne » fait le point.

- « Allo maman bobo » (19 h 45-20 h) : rubrique santé. Ce soir, les varices.

- Mercredi 15 juin : « L'invité quotidien » : retransmission de l'interview de Léo Ferré sur Radio-Libertaire.

- Jeudi 16 juin : plusieurs fois dans la journée des directs de plages, espaces de création et d'expression.

Le lundi 9 mai dans la soirée, nous recevons la visite de Marie et de Léo Ferré dans le studio de Radio-Libertaire. Nous avons bavardé avec Léo pendant 1 h 30. A la demande de nombreux auditeurs, nous rediffuserons avec plaisir cette interview le mercredi 15 juin, à 20 h.



Attention : « Je veux aller sur la rive d'en face », avec J.-L. Servin aura lieu désormais le lundi, de 12 h à 14 h. D'autre part, l'émission « Contact » est de retour après plusieurs mois d'absence, avec Serge et Jean-Louis. Elle aura lieu le vendredi, de 22 h à 24 h.

**Sur la rive
des revues
d'artistes :
« Doc(k)s »**

CETTE rubrique ne pouvait débiter qu'en parlant de cette revue que seul un être fou comme un poète déraisonnable pouvait imaginer.

Précurseur en la matière, depuis vingt ans Julien Blaine fait, numéro par numéro, le tour du monde de l'art de recherche.

Je n'oserais, comme lui, parler de poésie expérimentale parce que son entreprise va bien au-delà de la poésie : à la frontière de cet art actuel, où les genres se mêlent à l'envie à la recherche d'une nouvelle création qui ne peut être que multiforme. Visuelle, cette revue l'est avant tout ; le texte et l'image se mêlent, mais le faire a le pas sur le dire. Elle se décompose en plusieurs parties. La première, et la plus importante, tente de cerner l'art de recherche d'un pays en présentant les travaux de ses artistes. Les autres parties sont consacrées aux activités artistiques en cours à Paris, en France, dans le monde, et à en impulser d'autres.

Revue trimestrielle, son volume est impressionnant et indispensable à ceux qui, aujourd'hui ou dans cinquante ans, veulent ou voudront être au courant de l'art véritable de notre temps, puisque c'est un document complet dans sa recherche, et c'est la seule entreprise semblable à ce jour.

A signaler un numéro sur les artistes non officiels chinois, document sur l'art actuel chinois occulté, un numéro sur l'Espagne et le dernier numéro sur l'Allemagne.

Servin

Doc(k)s est en vente à la librairie du Monde libertaire.

NOTES DE LECTURE

**« L'Etat
et son rôle historique »
de Pierre Kropotkine**

LES Stirner, Bakounine, Proudhon, Kropotkine... tous les Christophe Colomb en culottes courtes de l'anarchisme vous le diront : c'est une peu naphaline, ringard et compagne. Ils sentent la poussière et l'archaïsme à plein nez. Ils datent. Normal ! On ne peut pas être et avoir été ! C'est ainsi ! Certes, dans les grandes occasions ou pour certaines commémorations, les ancêtres ont encore fière allure, mais pour ce qui est de nous être d'une quelconque utilité dans l'appréhension du présent, de notre présent, c'est une autre affaire. La nôtre, bien sûr ! Et donc, il est inutile de s'encombrer la tête de vieilleries ! Il faut laisser nos grands anciens où ils sont, sagement rangés dans les étagères bouffées aux mites du souvenir ! Et il faut inventer, inventer et inventer encore, nous répêtons inlassablement tous ceux qui confondent la nouvelle jeunesse de la révolte avec l'éternelle révolte de la jeunesse. Inventer, tu parles !

Bien évidemment, quand on vit en 1983, il est dérisoire de chercher des réponses aux problèmes de l'heure dans les pages jaunies du passé. Chaque minute qui s'égrène nous oblige en tant que révolutionnaire à mettre nos montres à l'heure de la pendule d'une histoire qui ne revient jamais en arrière. Mais, cela étant, l'étude du passé et l'étude de ce qui a pu être dit dans le passé est souvent riche d'enseignements pour le présent. Car le temps, et c'est ce que nombre de boutonnières de la révolte n'arrivent pas à se mettre dans le crâne, est tridimensionnel par définition. Il est mémoire, anticipation et action. Et donc, pour l'appréhender pleinement, il est nécessaire de savoir de temps à autre regarder derrière soi, non pas pour s'emplier les yeux de nostalgie ou d'admiration béate, mais pour comparer et utiliser tout ce qui peut l'être pour le présent et pour l'avenir.

La présente brochure de Pierre Kropotkine, justement, qui vient d'être rééditée par nos camarades de la liaison du Bas-Rhin, appartient toute entière à ce passé dont nous aurions tort de ne pas nous servir. En 35 pages, en effet, Kropotkine brosse une analyse de l'Etat et de son rôle historique qui n'a pas vieilli d'une ride. Il ne nous dit pas pourquoi l'Etat a réussi à naître alors que les sociétés primitives étaient des sociétés sans Etat et contre l'Etat, mais il nous explique le comment de sa naissance. Et de son évolution. Ses étapes. Comment l'Etat moderne s'est développé à la fin du Moyen Age au détriment des communes de village et de cités libres. Comment l'histoire de l'humanité se partage en périodes dominées par une tendance centralisatrice étatiste, ou par une tendance décentralisatrice, c'est-à-dire fédéraliste. Et il nous démontre que puisque l'Etat n'a pas toujours été, il n'a nullement lieu d'être toujours. Et il nous montre les dangers d'une stratégie visant à conquérir et à utiliser l'Etat. Et, et, et...

Bref, cette brochure est absolument passionnante. C'est une des analyses les plus fortes et les plus fouillées qu'il m'ait été donné de lire sur le problème de l'Etat, de son origine, de ses fonctions, de son évolution et de la nécessité de sa destruction. C'est une brochure à lire et à relire, donc. Dans notre combat présent pour l'anéantissement du capitalisme et de l'Etat, elle nous fournit des munitions précieuses. Ce serait dommage de s'en priver. En attendant d'en trouver d'autres plus performantes, bien sûr !

Jean-Marc Raynaud

« L'Etat, son rôle historique », par Pierre Kropotkine, est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 16 F. Cette brochure est le complément d'un autre ouvrage de Kropotkine, lui aussi à lire : « L'Entraide, un facteur d'évolution », qui a été réédité par le groupe Sacco-Vanzetti de la FA et qui est en vente à la librairie du Monde libertaire.

A Williamsburg, Mitterrand et Delors sont allés chercher un brevet de bonne conduite auprès de Reagan

Les 28, 29 et 30 mai, le sommet de Williamsburg réunissait pour la neuvième fois les sept chefs d'Etat et de gouvernement des pays occidentaux les plus riches. Après Versailles en 1982, Mitterrand participait pour la deuxième fois à cette conférence. Chef socialiste d'un Etat dirigé par une coalition gouvernementale socialo-communiste, Mitterrand est resté fidèle à sa politique de gestion du capitalisme français et a défendu les intérêts de celui-ci sur le plan international vis-à-vis de ses interlocuteurs, apportant sous forme de propositions sa contribution, sa « petite pierre » à ce vaste édifice basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces conférences « au sommet » ne sont pas formellement décisionnelles et devraient être, en principe, considérées par les participants comme de simples rencontres occasionnant des discussions et des échanges de vue économiques. Pourtant, Reagan est parvenu à faire « déraiper » la conférence au mieux de ses intérêts, en l'occurrence au sujet de l'équilibre nucléaire Est-Ouest.

Sécurité, sécurité

Compte-tenu du fait que les euromissiles Pershing doivent être déployés en Europe de l'Ouest, fin 1983, si Américains et Soviétiques ne parviennent pas à s'entendre dans les discussions de Genève, Reagan a fait adopter une « déclaration sur la sécurité » par ses six partenaires. Ce n'est pas tant le contenu du texte, qui oscille de la première à la dernière ligne entre les sempiternels « ton de fermeté » et « d'ouverture » (affirmant l'unité occidentale et une volonté de négocier des réductions d'armement), que la manière dont Reagan a rassemblé sous sa houlette nucléaire le troupeau obéissant et confiant de ses alliés — avec Mitterrand dans son sillage — qui donne tout son relief à ce gros coup de publicité. Trafnant les pieds, Mitterrand et sa suite ont fait contre mauvaise fortune bon cœur, approuvant la déclaration après quelques modifications. Cette petite humiliation est le fruit des contradictions du gouvernement français. D'une part, Mitterrand proclame sa convergence de vue avec les Américains sur la « nécessité » d'équilibrer les potentiels nucléaires, d'autre part, il tente de donner l'illusion d'une autonomie de choix, d'une indépendance de décision en matière de défense. Illusion nécessaire à la coalition socialo-communiste, au contraire d'un gouvernement de droite. Ni politiquement, ni économiquement le gouvernement socialo-communiste n'est en mesure de réellement prendre ses distances avec le clan occidental, gestion du capitalisme oblige. Mais la « légitimité de gauche » implique au moins de donner l'apparence d'une certaine liberté d'évolution vis-à-vis du leadership américain.

C'est cette illusion d'indépendance qui s'est volatilisée dans le traquenard de Reagan, non sans faire grincer les dents du PCF.

La course aux armements résulte de la contradiction entre deux modes d'exploitation par le salariat, deux conceptions de l'Etat qui s'affrontent sous des formes et sur des fronts divers, et qui collaborent parfois au mieux de leurs intérêts. Et cette accumulation concurrentielle du potentiel de destruction ne cessera réellement que lorsque seront abattus l'Etat et sa logique nihiliste.

Optimisme U.S.

Les Etats-Unis ont cherché à faire reconnaître par leurs partenaires la réalité de leur reprise économique, dont la hausse ininterrompue du dollar serait une des principales manifestations par la raréfaction en liquidité de cette monnaie. Un bon moyen pour Reagan d'excuser les quelques handicaps qu'en supportent ses partenaires, tout en présentant un fois de plus les Etats-Unis comme le phare de la prospérité occidentale. Conséquemment, la « déclaration finale sur la reprise économique » est un bon exemple de méthode Coué : de portée très générale, ce texte se veut optimiste, tant il est vrai que rien ne vaut l'auto-persuasion pour combattre le doute et rassurer les opinions publiques sur la justesse et l'éternelle jeunesse des mécanismes capitalistes. Tout l'échafaudage repose sur quelques chiffres circonstanciels et favorables qui traduiraient une reprise économique amorcée aux Etats-Unis..., mais qu'aucun expert ne s'avance à affirmer comme durable.

Satisfactions socialistes

Mitterrand et Delors ne sont pas allés à Williamsburg dans l'intention de jouer un rôle totalement secondaire, qu'on en juge : ceux-ci, faisant amende honorable, ne souhaitaient pas moins que d'obtenir « compréhension et solidarité » (sic) de la part de leurs partenaires — sans doute une version revue et corrigée des « nouvelles solidarités » —

et demandaient un renforcement des procédures de concertation et de surveillance des processus économiques « pour la croissance et la stabilité », ce qu'ils ont obtenu dans les diverses propositions de la « déclaration finale ». Il est vrai que faire payer la crise aux travailleurs et aux chômeurs est insuffisant, encore faut-il s'assurer de la bonne volonté des Etats-Unis pour compléter les chances du gouvernement socialo-communiste. Comme gage de sa bonne volonté, Delors a mis dans la balance ses efforts de lutte contre l'inflation dont les travailleurs et les chômeurs connaissent bien les effets. Telle une caution offerte aux Américains, les privations des salariés et des chômeurs deviennent arguments de marchandage afin d'obtenir la collaboration des détenteurs de capitaux. A l'intérieur, le gouvernement socialo-communiste prône l'union entre les classes, à l'extérieur l'union et la collaboration entre Etats capitalistes.

Intérêts capitalistes, intérêts des exploités

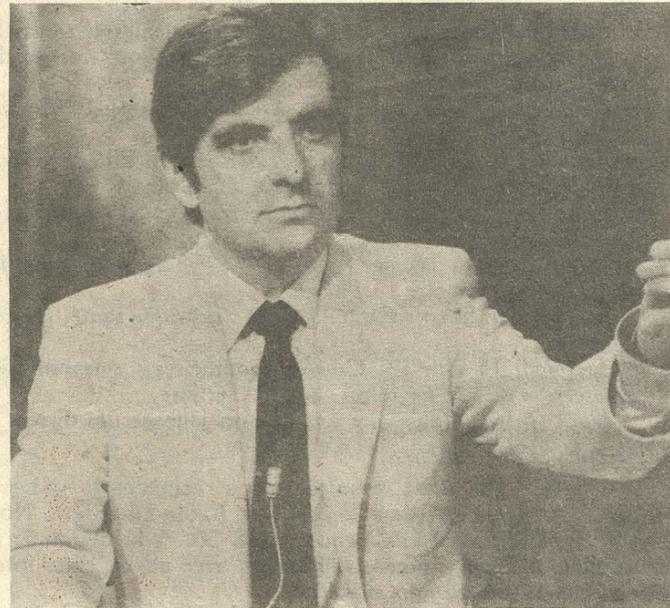
Quelles sont les perspectives offertes aux travailleurs par ces conférences où spectacle et management se mêlent étroitement ? Les exploités peuvent-ils se reconnaître dans ces marchandages de leur force de travail ? Rappelons un extrait de la « déclaration finale » : « Nous réaffirmons les objectifs que nous nous étions fixés d'œuvrer en faveur d'une croissance non-inflationniste des revenus et de l'emploi. » Les exploités, les chômeurs savent ce que signifie ce langage : la remise en cause de l'échelle mobile, la diminution du pouvoir d'achat et des ressources, une politique qui sacrifie les véritables créations d'emploi. Cela porte un nom : faire payer la crise aux travailleurs. Voilà comment nos dirigeants envisagent et organisent la reprise vers une pleine croissance des profits capitalistes.

Le sommet de Williamsburg, c'est une nouvelle fois, et avec la participation du gouvernement socialo-communiste, le capital qui écrase le travail.

B.R.

Les grandes tribulations du P.S.

Le congrès du PS, cuvée 83, sera-t-il chaud ? Oui, a dit Chevènement. A sa manière, bien sûr, et il ne fait ni dans la nuance ni dans la diplomatie. Mais Chevènement ne fait plus rire ses petits camarades. Il est vrai que les affaires ne vont pas bien fort pour le gouvernement. Et Chevènement qui veut casser la baraque, ça n'est pas fait pour les arranger. C'est pourquoi Mauroy et Jospin ont fait les gros yeux. Etaler ses divergences avec le gouvernement, quand tout va mal, est une faute de bon goût. Quand faut-il exprimer son désaccord, alors ? Quand tout va bien. Et Jospin s'est chargé de le rappeler, en oubliant d'ailleurs qu'il avait lui-même proclamé haut et fort, par le passé, que le PS ne serait pas un « parti godillot ». Mais Jospin n'en est plus à un « oubli » près. Reconnaissons tout de même à sa décharge que Chevènement n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Car il faut bien admettre que ses déclarations à la fois encouragent les staliniens à durcir leurs positions, nourrissent les spéculations contre le franc, auraient pu mettre Mitterrand en difficulté avant le « sommet » de Williamsburg et font voler en éclats la cohésion apparente du PS. Mais de cela il a l'air visiblement de s'en foutre. Nous aussi, d'ailleurs, mais nous ne sommes pas au PS. Soit dit en passant, dans ces débats plus ou moins orageux, personne n'a posé la seule question intéressante, à savoir pourquoi le PS n'a pas été consulté quand le gouvernement a choisi la « rigueur » et l'austérité en août 82. Le PS compterait-il pour du beurre ? Mais poser la question, c'est déjà y répondre (c'est pourquoi personne ne l'a posée, d'ailleurs). Ça doit être ça la démocratie, dans les partis de gauche. Au fond, que faut-il retenir des diverses « contributions » exposées ces jours derniers par les différents courants du PS ? Pas grand-chose du côté des courants proches, respectivement de Mitterrand, Mauroy et Rocard. Le courant mitterrandiste, toujours aussi opportuniste, découvre les vertus du « réalisme » du courant Rocard, lequel approuve chaleureusement. Le courant Mauroy, toujours aussi inconsistant, préconise l'alliance avec les deux courants précédents. Quand on n'a rien à proposer, on ne peut pas se tromper. Telle est sa devise. Reste le courant Chevènement. Passons sur la forme du discours qui a été suffisamment commentée par la presse, y compris par la presse étrangère (*Financial Times*) et attardons-nous sur le fond. Chevènement a au moins un mérite : il ne trompe personne sur la marchandise. Ses propositions ont l'avantage de montrer clairement le caractère profondément archaïque, irrationnel et réactionnaire du CERES, et ce faisant du PS dont le CERES est partie prenante à part entière.



Protectionnisme étriqué, collaboration de classe éhontée, intervention croissante de l'Etat dans la société et rôle prépondérant de celui-ci dans la résolution de la crise, stratégie de quadrillage de la société et de contrôle social tous azimuts visant à faire du PS un « parti de masse », le tout sur des accents de social-chauvinisme nauséabond. Tel est le programme de Chevènement : étatisme forcené, bureaucratisme accéléré, contrôle social tous azimuts. Libération faisant dans l'euphémisme courtois, parle de « bagage idéologique chargé ». On croit rêver ! N'ayons pas peur des mots, et parlons plutôt de totalitarisme. Le plus inquiétant est que si ce programme n'a pas fait l'unanimité (parce que jugé trop peu « réaliste », économiquement parlant), il n'a pas non plus suscité de vives controverses quant à la démarche et au fond. Il est vrai que la démarche du gouvernement actuel n'en est pas si éloignée, même si elle ne s'exprime pas de façon aussi abrupte. C'est pourquoi il faut prendre l'hypothèse Chevènement au sérieux, aussi grotesque puisse-t-elle paraître. Les socialistes ont montré, par le passé, qu'ils savaient aussi bien manier la carotte que le bâton.

Jean-Pierre
(groupe Sevrans-Bondy)

un soutien: l'abonnement